

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 31 MARS, DIM 1<sup>er</sup>, LUN 2 AVRIL 1979 - N° 886

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Les pressions du PCF sur le mouvement syndical

A quelques semaines de l'ouverture du Congrès confédéral de la CFDT, le PCF vient de sortir un document de quatre pages sur ses rapports avec le mouvement syndical. Prétexte à cette grossière intervention, la controverse assez vive qui a opposé la CFDT à la CGT et au PCF, à propos de la marche sur Paris. Une fois de plus, il s'agit de faire pression sur certains militants CFDT, parmi ceux qui ne sont pas d'accord avec le «recentrage» de la CFDT, pour qu'ils rejoignent le PCF, ou qu'à tout le moins, ils tentent d'infléchir les orientations cédestistes dans un sens plus favorable aux positions du PCF et de la CGT.

Lire en page 4

## Iran : le référendum islamique

Vendredi, 24 millions d'électeurs iraniens ont été amenés à se prononcer sur la question suivante : «Etes-vous d'accord pour qu'un gouvernement islamique remplace l'ancien régime et que la Constitution soit appuyée sur le peuple ?». Cette formule antidémocratique, qui laisse entendre que tous ceux qui ne veulent pas d'une république islamique sont des partisans de l'ancien régime, est vigoureusement dénoncée par l'ensemble des organisations révolutionnaires, qui appellent à l'abstention.

Lire en page 13

## Inquiétude après l'accident nucléaire aux USA

Après l'accident de la centrale nucléaire aux USA, l'inquiétude grandit sur les risques mal maîtrisés de la production d'énergie nucléaire.

Lire en page 13

# Intolérable attaque de Giscard contre le droit de manifestation



Une manifestation de travailleurs de l'EDF à proximité du ministère du Travail.

Jeudi, au Conseil des ministres, Giscard demandait au ministre de l'Intérieur de donner aux préfets «les directives nécessaires pour refuser désormais les autorisations des manifestations dans le centre des villes dès lors que celles-ci ne présentent pas de garanties absolues de sécurité». En deux mots, les préfets auront désormais le droit d'interdire, selon leur bon gré, toute manifestation, sous ce prétexte complètement arbitraire ! Il n'est pas possible de laisser cette menace se réaliser ! Après les multiples atteintes aux libertés syndicales, aux droits des travailleurs, ce nouveau pas dans la répression doit être arrêté !

Lire en page 16

# LUTTES LYCEENNES : UN MOUVEMENT QUI MÛRIT

Mulhouse, Marseille, Val-de-Marne, Nantes, Belfort... Pour la deuxième fois de l'année scolaire, le mouvement lycéen est encore là, mais les choses ont changé depuis la rentrée.

Instruits des luttes de septembre, les lycéens ont acquis le souci de s'organiser solidement. Et puis la colère ouvrière a éclaté : à Longwy, à Denain... Les lycéens avec les mots d'ordre «Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs ! Laissez passer les chômeurs de l'avenir !», manifestent aussi l'aspiration à connaître et à soutenir les luttes de la classe ouvrière. Ils étaient des milliers le 23 au côté des sidérurgistes.

Lire en page 7



# LE NOUVEAU Observateur

## Moscou prépare les Jeux Olympiques

L'année prochaine, l'URSS doit accueillir les jeux olympiques. L'envoyée spéciale du *Nouvel Observateur*, Elisabeth Schemla, a vu à Moscou des préparatifs qui ne sont pas sans rappeler ceux de l'Argentine pour le mondial de l'année dernière.

Rouge, disparaît presque entièrement sous les échafaudages des peintres. On restaure des fresques, on ravale des façades, on s'apprête à doter les musées de plaquettes d'identification en langues étrangères, alors qu'au-

ils en disent néanmoins suffisamment (barbelés, milices, caméras, fouille) pour convaincre. Ils sont absolument évasifs, en revanche, quand on aborde le cas des touristes. Il est probable que, dès l'entrée en URSS, les

chiropt la ligne de démarcation. Les groupes, par cars, seront directement transportés de leur hôtel au stade. Les Soviétiques aménagent à cet effet des itinéraires en ligne droite «qui éviteront aux étrangers de se

versifs qui s'y trouveraient. lieu» florissant — seront donc évacués. De même les prostituées professionnelles et clandestines, ou celles qui seraient tentées de profiter de l'occasion pour se livrer au sport... en chambre. Interdits de séjour aussi, ce million de Soviétiques misérables que les trains déversent chaque jour dans les gares de Moscou, en quête du coupon de tissu vendu au Goum (les Galeries Lafayette de chez nous) ou d'un filet d'oranges. Mis au vert encore, un millier de dissidents qui pourraient essayer d'exploiter la grande fête du sport pour faire de la propagande anticommuniste.

### La toilette des églises

(...) Ces énormes travaux, bien sûr, coûtent fort cher — environ un milliard de roubles — moins cependant que ceux qui ont été réalisés pour les Jeux à Munich et à Montréal. Ils donnent lieu à une mobilisation populaire exceptionnelle et intelligemment entretenue. Dès 1974, une loterie a fonctionné dans tout le pays, destinée à financer en partie l'organisation des J.O. Depuis longtemps, les journaux, la radio et la télévision consacrent presque chaque jour des colonnes ou des émissions entières à leur préparation. Des primes ont été offertes aux meilleurs ouvriers de toutes les républiques soviétiques, recrutés notamment par le Komsomol (organisation des jeunes communistes), pour les attirer sur les chantiers de Moscou, où ils travaillent jour et nuit, toute la semaine, enfoncés dans leurs vestes de méchante laine, parqués à dix pour dormir, dans des cabanes de tôle. Des spécialistes s'affairent autour des trésors artistiques. Moscou se fait belle et se souvient tout à coup que les bulbes des églises ont besoin d'une nouvelle robe d'or. Le grand gâteau tartare de Saint-Basile, en lisière de la place



Des milliers d'ouvriers (res), regroupés à coups de primes, finissent de construire les stades.

aujourd'hui seuls les amateurs reconnaissent dans les galeries Tretiakov les icônes d'Andrei Roublev, dont le nom n'est écrit qu'en russe. (...)

(...) Prenons la sécurité. Les autorités ne cachent pas qu'un second «Munich» est inconcevable chez eux. Légitimement discrets sur les mesures adoptées, valises des arrivants seront pas-

sées au crible pour détecter à la fois les armes et les écrits sub-

Les Soviétiques ont prévu d'organiser ensuite des petits groupes placés sous la responsabilité de guides-interprètes du Parti. Officiellement, les voyageurs individuels auront le droit de venir en URSS avec leur voiture. En réalité, fort peu franchiront. Pour cela, en ce mo-

ment même, les démolisseurs sabrent dans les rues de Moscou, bousculant des quartiers entiers.

Pendant toute la durée des jeux, il faudra empêcher que ces touristes ne soient à la fois agressés ou gênés et en contact trop étroit avec la population. Les truands moscovites — car il existe dans la capitale un «mi-

«Pour les Soviétiques, Moscou doit absolument être une magnifique vitrine», affirment les observateurs. Durant trois semaines, les magasins regorgeront donc de victuailles et de pyramides de boîtes de conserve; les milliers de restaurants serviront des menus convenables. Une partie des produits nécessaires sera importée. Le reste, semble-t-il, proviendra des différentes républiques de l'Union: «Les Soviétiques des campagnes seront littéralement pillés et se serreront la ceinture», disent ceux qui, ayant le droit de circuler en URSS, connaissent le dénuement de certaines provinces. «Pas de danger, continuent-ils, que les touristes apprennent pendant leur séjour le prix d'un concombre — cinquante francs pièce — ou d'un kilo de tomates — cent francs — sur les marchés kolkhoziens. De la même façon qu'ils ignoreront, mangeant de la viande deux fois par jour, qu'elle peut manquer ici pendant des semaines...»

# Maintenant

## Le retour de Cohn-Bendit

### Un très large soutien à Rudolf Bahro pour la sortie de son livre, *L'alternative*

La sortie de «l'alternative», le livre de Rudolf Bahro, emprisonné à Berlin-Est, a suscité un débat sur la RDA dont *Maintenant* rend compte, à sa manière.

L'ampleur du soutien mondial apporté à Rudolf Bahro, dans sa prison de Berlin-Est, se reflète dans le microcosme d'une simple table ronde, tenue le jeudi 15 mars, dans une grande salle des éditions Stock, à Paris. A l'occasion de la parution de son grand livre, *Alternative*.

En même temps, et curieusement, les voix qui prenaient part au débat répondaient aux forces multiples qui concourent dans le projet de *Maintenant*.

Débat libre, contradictoire. Comme le remarquait Daniel Cohn-Bendit, dont c'était le premier grand retour en scène: il était possible de s'y affronter, gueule contre gueule, avec une cordiale chaleur.

Le moment culminant fut sans doute celui où s'opposèrent, non sans véhémence, Cohn-Bendit et

Gilbert Badia. Moment surprenant aussi: celui-ci ne s'engageait-il pas dans une certaine apologie du régime de la R.D.A.? «Tu ne vas tout de même pas défendre le mur!» proteste Cohn-Bendit. Badia rétorque en invoquant le contrat qu'offre la R.D.A. aux travailleurs algériens: «Je souhaiterais qu'il ait sa pareille en France». A quoi Cohn-Bendit oppose le sort des ouvriers polonais dans le même lieu, et l'accroissement du taux d'alcoolisme de 300%. Bataille de statistiques... Ce qui en ressort: que l'on peut à la rigueur admettre «un certain nombre d'acquis de la R.D.A.» — «sinon vous ne parlez pas de ce dont parle Bahro», ajoute Badia — «et en même temps venir demander instamment la libération de Bahro».

C'est cela que faisait remarquer Jean Ellenstein. A la question de Cohn-Bendit — «pourquoi avoir tant tardé à entrer dans la critique?» — il répondait: ceux qui ont eu «la chance de têter le biberon de l'antistalinisme au berceau», ne sont pas pour autant habilités à

reprendre — au stalinisme? — le rôle d'accusateur. «Nul n'a le droit de s'ériger en censeur de l'autre». A cette position répondait l'intervention vive de Christine Buci-Glucksmann: Bahro, c'est «le marxisme libertaire» se dressant devant le marxisme d'Etat. Analyser les sociétés postrévolutionnaires, c'est, pour elle, refuser le discours de type khrouchtchevien sur le «socialisme déformé». Bahro invalide le schéma d'analyse mécaniquement «classiste», en démontant les mécanismes de la reproduction du pouvoir, ses procédures autoritaires, ou autocratiques: la division du travail, la hiérarchie des micropouvoirs au sens de Foucault. Et l'entrée dans ce travail commence le démontage d'une situation, s'écrie-t-elle, «qui nous fait mourir».

L'objectif de ce démontage, pour Victor Leduc, n'est pas autre chose, chez Bahro, que le socialisme autogestionnaire: à cet égard «ce n'est point malgré qu'il soit marxiste» — mais parce qu'il est relié à ce «Marx antiétatiste et antiautoritaire» qu'a

recouvert pour longtemps le stalinisme et son sillage. Mais quel nom donner à la société stalinienne? Capitalisme d'Etat? Protosocialisme? Voie non capitaliste vers la socialisation? La question et ses réponses successives rebondit entre Victor Leduc, Jean-Marie Vincent, Nicos Poulantzas, David Kaisergruber, Siegfurt Böhm. L'effraction de Jean-Paul Dollé modifie le tir: ne faut-il pas souligner, dans le livre de Bahro, la présence de la langue allemande? Dans une perspective où l'on pourrait enfin lire «à la fois Marx et Hölderlin», discuter du marxisme «sans condamner le romantisme ou l'expressionnisme».

La référence de Dollé à la Critique — au sens plein — des langages totalitaires trouve un écho agissant chez Michel Drac: en R.D.A. ce n'est pas une classe sociale, mais «un langage qui a pris le pouvoir».

Un mot surgissait soudain, par Cohn-Bendit: la R.D.A., c'est le retour du refoulé nationaliste

— c'est un «national-bolchévisme». Ce terme redécouvert est celui-même qui désignait, avant Hitler, l'étrange projet des «gens de Gauche de la Droite», où étaient censés se superposer le bureaucratisme national de la Prusse et la révolution «asiatique» des bolchéviks: Potsdam, plus la cavalerie rouge... Quelque chose de cela s'est consolidé en effet à l'Est du Mur. Face à ce fantôme réalisé, Bahro ressuscite un songe réel: le Bund, la «Ligue» des communistes. Où se retrouvent le jeune Büchner et le jeune Marx. Celui qui veut déjouer la Terreur — La mort de Danton — et celui qui va critiquer l'Etat.

A Paris du moins, et déjà, Bahro réunit les frères ennemis, communistes, socialistes, socialistes unifiés, révolutionnaires de la Ligue — celle d'ici — et de l'ancien «22 mars». Mars 1979, c'est donc la fête annoncée par le militant-dissident-syndicaliste Heinz Brandt, qui animait à Berlin-Ouest le Congrès Bahro de novembre: «C'est seulement avec l'apparition de Rudolf Bahro sur la scène de la R.D.A. que Staline quitte les lieux».

## AOIP (GUINGAMP) : TROIS MOIS DE LUTTES

### ● L'emploi imposé jusqu'en octobre ● Les sanctions toujours pas levées !

Alors qu'ils étaient en grève depuis plusieurs jours avec occupation, action qui avait fait suite à de multiples initiatives depuis le début de l'année, les travailleurs et travailleuses (majoritaires) de l'AOIP à Guingamp (Côtes-du-Nord) ont voté à une majorité d'environ 2/3 l'arrêt du mouvement sous sa forme actuelle, jeudi matin. Concernant l'emploi (une des revendications essentielles), les grévistes ont contraint la direction à ne procéder dans un premier temps à aucun licenciement d'ici le 1<sup>er</sup> octobre (1 200 licenciements sont prévus dans les usines de Guingamp et Morlaix).

Après plusieurs jours de grève avec occupation, les travailleurs de l'AOIP (Association ouvrière d'instruments de précision) à Guingamp, ont imposé mercredi à la direction de l'usine qu'elle s'assoit à la table des négociations.

En fait, c'est depuis le 8 janvier dernier que les quelque 1 300 ouvriers et ouvrières de cette usine implantée à Guingamp depuis 1966, au temps de la «décentralisation» ont commencé la lutte, sans attendre que les licenciements tombent. Ceux-ci avaient été évoqués dès le mois de mai de l'année dernière lors d'une réunion du comité central d'établissement. Dès le mois de septembre 1978, des licenciements avaient lieu dans différentes boîtes sous-traitantes de l'AOIP de la région (Loudéac et Redon notamment). Le 8 janvier donc, journée nationale d'action (cette fois dans l'électronique), les travailleurs des AOIP débrayaient massivement, et se rendaient à l'ANPE de la ville.

Le 31 janvier, ils occupaient le hall de la poste centrale de Guingamp. Le 3 février, ils manifestaient sur le terrain de football de la ville, devant quelque 5 000 personnes, popularisant largement leurs problèmes qui concernent à l'évidence une bonne partie de la population de Guingamp : l'AOIP est la principale, pour tout dire l'unique entreprise importante de la ville, le reste étant constitué par les abattoirs et des petites boîtes agro-alimentaires. Que la fermeture à terme des AOIP ait des conséquences pour la ville entière de Guingamp, on pouvait d'ailleurs s'en douter le 8 mars, lors de la journée «ville morte» massivement suivie par la population. Quelques jours avant, le 2 mars, plusieurs centaines de travailleurs des AOIP bloquaient la voie express «Paris-Brest» distribuant des tracts aux automobilistes.

Puis, il y a quelques jours c'était la «retenue» de la direction qui portait plainte et faisait «libérer» les directeurs par les flics. C'était, en riposte, l'occupation des locaux de travail.

#### MAINTIEN DE L'EMPLOI JUSQU'EN OCTOBRE

Qu'a lâché la direction

après cette série d'actions ? Le principe du recul temporaire — il est vrai — porte sur la question de l'emploi. «Ils nous ont garanti l'emploi d'une manière certaine jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre», expliquait le responsable CGT jeudi soir, «très probablement pour les trois derniers mois de l'année». Une autre revendication concernait la question des horaires que la direction compte porter à 32 heures dans certains secteurs seulement, dès le 2 avril. «Cette réduction d'horaires», note le responsable CGT, «est un moyen, et cela est apparu à tout le

Recul temporaire auquel s'ajoutent des revendications non satisfaites. Les travailleurs en sont conscients et ont répondu oui majoritairement (à 70%) à la question de savoir s'il fallait poursuivre toutefois l'action. Quelques heures après la reprise, d'ailleurs, une bonne partie des travailleurs débrayait et se rendait à Lannion : jeudi était en effet, journée régionale d'action des télécommunications en Bretagne. Les licenciements à l'AOIP préfigurent les milliers de suppressions d'emplois qui se préparent dans le secteur de la téléphonie.

ferait «peut-être à terme», «Une espèce de chantage» nous faisait remarquer le responsable CGT, jeudi soir.

«Vous vous tenez tranquille, nous ne partez plus en lutte dans les semaines à venir et je lève les sanctions», espère sans doute faire comprendre la direction aux travailleurs.

Elle se trompe quelque peu. Les travailleurs ont arrêté la lutte sous sa forme actuelle, mais les actions menées sans cesse depuis trois mois jusqu'à la massive participation de jeudi à la journée régionale, montrent que

des actions de harcèlement qui ne touchent pas seulement les directions d'entreprises des télécoms, qui sont bien sûr concernées par la restructuration, mais aussi l'État qui a pris des décisions en la matière. Les gens voient donc la nécessité d'actions en direction également des pouvoirs publics, du patronat en général, des actions un peu tous azimuts. On a d'ailleurs déjà fait des barages d'autoroutes».

L'efficacité d'une action, ça peut être une rencontre entre travailleurs d'un mé-



Manifestation des travailleurs de l'AOIP à Guingamp. «Labour e Breizh evit en holl Vretoned». (Du travail en Bretagne pour tous les Bretons).

monde, de préparer les esprits aux licenciements dans la mesure où les gens qui seront à 32 heures, on pourrait les mettre à 24 heures dans quelques mois, etc. de façon à créer une habitude du manque de travail, que ça devienne naturel... C'est en ce sens là qu'on revendique contre les disparités d'horaires, sans avancer d'horaires a priori mais en essayant de tirer au maximum vers le haut, avec le maintien du salaire, évidemment».

Pour le mois d'avril, la réduction d'horaire a été transformée en quatre jours de chômage partiel bloqués sur une semaine, la direction acceptant de réétudier le problème et de présenter ses conclusions le 1<sup>er</sup> mai.

La direction a enfin refusé de retirer sa plainte, suite à la retenue des directeurs, il y a quelques jours, précisant qu'elle le

les travailleurs n'ont sans doute pas dit leur dernier mot.

#### LES FORMES DE LUTTE

La lutte sous sa forme de grève totale avec occupation a cessé pour plusieurs raisons, selon les responsables CGT. Le nombre d'occupants s'est effrité et les problèmes spécifiques des travailleuses (garde d'enfants, etc.), peuvent l'expliquer entre autres. Autre problème, celui des pertes financières. Toutes choses dont il faudra tirer le bilan. «On a fait des assemblées de personnel, la semaine dernière, nous expliquait jeudi soir le responsable de la section CGT, et ces réunions ont montré que les gens étaient partant plutôt pour des actions dures mais brèves et répétées, qui ne gênent pas financièrement,

me secteur, qui permet l'échange d'expériences, d'idées pour avancer. C'est ce que de nombreux travailleurs entendaient faire de la journée régionale d'actions des télécommunications en Bretagne, jeudi. Le responsable CGT nous précisait à ce sujet :

«Cette journée (à l'appel de la CGT et de la CFDT) est surtout conçue comme un rassemblement-rencontre de gens de différentes entreprises des télécoms d'un peu partout en Bretagne qui se rencontreraient et pourraient discuter de leurs problèmes. Ce n'est pas un rassemblement pour un rassemblement, mais un moyen de partager notre manière de lutter, de revenir dans sa table avec des idées et la volonté de se bagarrer».

Richard FEUILLET

## COMMUNIQUE DE LA CFDT DE LONGWY

Suite à un article paru dans le quotidien *Le Matin* du 28 mars 1979, la CFDT-Longwy apporte le démenti le plus formel au sujet de prétendues négociations qui se seraient établies entre les autonomes et elle-même. N'étant pas organisatrice et laissant à chaque groupe participant sa responsabilité, elle n'avait pas à être juge de la place de l'organisation.

La CFDT dénie aux autonomes, mais aussi à toutes organisations syndicales ou politiques le droit d'interpréter le sens de sa participation et de son action le 23 mars sur les bases de leur propre conception et attitude.

Depuis le 9 décembre, la CFDT-Longwy a prouvé son indépendance dans l'analyse et l'action vis-à-vis de tous syndicats, partis ou mouvements.

La CFDT-Longwy rappelle qu'elle est venue à Paris avec l'intersyndicale dans le souci de l'unité des travailleurs à la base, au-delà des désaccords syndicaux et qu'elle a partagé l'attitude de la FGM-CFDT par rapport au comportement de la CGT sur l'organisation de la marche sur Paris.

En particulier, la CFDT-Longwy aurait souhaité que les buts de cette marche soient les lieux où se prennent les décisions qui condamnent les sidérurgistes et que la date soit fixée en fonction des discussions.

La CFDT-Longwy condamne fermement la provocation policière du pouvoir tout au long de la marche et en particulier contre elle-même et la souricière tendue en fin de manifestation.

C'est clair, le pouvoir voulait l'affrontement. L'arrestation de plusieurs travailleurs de Longwy avait aussi pour but de dénaturer l'action des sidérurgistes à Paris. La CFDT-Longwy demande leur libération immédiate.

Longwy, le 28 mars

## Rouen : foyer Moïse en grève des loyers depuis deux mois

### «Nous sommes des hommes et nous voulons vivre comme des hommes»

Depuis le 28 janvier, les travailleurs sénégalais et mauritaniens du foyer Moïse font la grève des loyers, grève suivie à 100 %. L'origine de l'action a été le bruit dans le foyer, alors que beaucoup de résidents travaillent constamment de nuit, et ont besoin de se reposer le jour. Les résidents réclament une rénovation du foyer, et de meilleures conditions de sécurité. Il n'y a pas d'extincteur. Récemment, un feu dans la cuisine aurait pu avoir des conséquences catastrophiques. Mais, comme le disent les résidents, «cela n'a pas d'importance pour la direction du foyer. Nous sommes tous du bétail à parquer dans des taudis».

Nous sommes de la matière première qui lui est indispensable pour recevoir des subventions de l'État et des organisations sociales, non pas pour nous, mais pour ses besoins personnels». Quant aux autres revendications, elles sont la moindre des choses : — douche avec eau chau-

de, et robinet mélangeur, — 5 hommes de ménage au minimum pour nettoyer le foyer, au lieu des deux actuellement qui doivent entretenir tout un immeuble.

— un téléphone public.

La direction fait la sourde oreille, alors qu'elle avait promis, dans une lettre de septembre 1976, de rénover le foyer. Mais les résidents sont résolus et unis face aux manœuvres de division et d'intimidation du gérant : menace d'enlever des lits, de couper le courant, l'eau, le chauffage. Ils sont forts de l'expérience acquise lors de la dernière grève en 1976, (cf QdP d'alors). La lutte en cours est conduite par les travailleurs immigrés eux-mêmes, qui ont élu démocratiquement un Comité de résidents, en Assemblée générale. Ils commencent à informer les autres foyers de la région rouennaise pour briser leur isolement.

Correspondant  
Rouen

# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin information
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Harastzi)
- Ecoles rurales, quel avenir (Collectif «école formation» de Grenoble)
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronique danger (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays d'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75324 Paris Cédex 19

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F) échelonnés sur trois mois.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J  
CCPN° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## LUTTES OUVRIERES

# EN PLEINE PRÉPARATION DU CONGRES CFDT LE PCF MULTIPLIE LES PRESSIONS

Jeudi 29 mars, L'Humanité publiait un supplément de quatre pages, intitulé «Le parti communiste français et le mouvement syndical». Une attaque en règle contre la CFDT, qui commence ainsi : «Dans la dernière période, et à plusieurs reprises, Edmond Maire et d'autres dirigeants de la CFDT ont émis de vives critiques à l'encontre du parti communiste français, de sa politique, de son action et tout particulièrement de sa position envers le mouvement syndical (...). La semaine

Dans la journée de jeudi, la commission exécutive de la CFDT publiait un communiqué de réponse à ces attaques, et mettait d'emblée les points sur les I, pour ce qui est des motifs de ce texte : «La CFDT admet qu'on porte un jugement sur son action. Elle constate que, manifestement le PCF cherche à exercer une pression sur les militants et les organisations CFDT à la veille du congrès confédéral». Ce n'est pas la première fois, et c'est d'autant plus inadmissible. Déjà, lors de précédents conseils nationaux de la CFDT, de telles pressions caractérisées avaient eu lieu, que ce soit de la part du PCF ou de la CGT. Directive avait été donnée aux organisations CGT de recenser précisément les organisations CFDT qui avaient des divergences avec les orientations confédérales, et les points exacts sur lesquels portaient ces divergences. Aujourd'hui, à la faveur d'une situation assez critique pour la direction CFDT, le PCF tente de tirer la couverture à lui... en s'en prenant bien entendu à ce qui fait problème aujourd'hui dans la CFDT, le fameux «recentrage» opéré par la direction CFDT après les élections de mars 78. «Il est impossible de ne pas rapprocher cette attitude de ce que les dirigeants de la CFDT ont appelé leur

«recentrage» et qui les éloigne en fait d'une position résolue de lutte contre la politique d'austérité, de démantèlement de branches entières et de réduction du potentiel d'emploi. Ce «recentrage» favorise les entreprises récupératrices et les calculs du pouvoir pour faire accepter aux travailleurs la crise et ses conséquences ; il favorise l'élargissement du Marché commun et l'intégration de la France à l'Europe du capital»...

### ADHÉREZ DONC AU PCF !

Et de conclure par un appel sans vergogne aux militants CFDT pour qu'ils rejoignent le PCF : «Dans la période, l'adhésion de membres et de militants de la CFDT au PCF est devenue chose courante. Nous nous en félicitons et souhaitons qu'ils soient toujours plus nombreux à le faire. Dans le Parti, il n'y a aucune discrimination ni aucune exigence particulière à leur égard...»

Dans cette entreprise de séduction du PCF, il y a pourtant bien peu d'arguments crédibles. Au niveau du texte, tout semble être parfait, tant au PCF qu'à la CGT. Respect du programme et des statuts de l'organisation de masse à laquelle appartiennent les membres du PCF, réaffirmation du principe d'indé-

pendance des syndicats par rapport aux partis et aux Etats... Et le PCF y va de son couplet pour condamner les liens qui existent dans certains pays d'Europe de l'Ouest entre les partis sociaux-démocrates et certains syndicats. Qui ne serait pas d'accord ? Cela dit, la démonstration aurait été plus convaincante si, au passage, le PCF n'avait pas pudiquement oublié de condamner aussi bien ces pratiques dans les pays de l'Est. De même, quand il affirme : «Il en sera de même lorsque des représentants de notre parti occuperont la place qui lui revient à la direction des affaires du pays», il oublie certaines déclarations de Ségué, tout de même membre de la direction du PCF, en pleine polémique de la gauche, dans une interview à L'Expansion : «Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements, c'est-à-dire, dans le contexte, un gouvernement où le PCF aura un poids suffisant, l'économie de la plupart des conflits sociaux. En y mettant le prix, un gouvernement de gauche peut avoir en nous bien mieux que des alliés : des partenaires»...

C'EST NATUREL...»

Quant aux explications

ou prétendues explications sur la grande similitude de points de vue entre le PCF et la CGT, elles laissent rêveur : «Si le rôle, le champ d'action, les méthodes d'un parti et d'un syndicat diffèrent, il est naturel qu'en tant qu'organisations de luttes de classes, ils aboutissent par des raisonnements, des délibérations et des décisions indépendantes à des conclusions et positions proches, voisines ou même communes sur les problèmes les plus importants». Belle démonstration en vérité, qui se contente de trouver tout cela «naturel», entre «organisations de classe», et qui fait par ailleurs le silence sur toutes les critiques portées par des syndicalistes CGT eux-mêmes sur les positions ultra-souvainistes de leur centrale pendant toute la période électorale, que ce soit sur les nationalisations, l'accord du 13 mars... sans parler de l'appel, pourtant tout à fait statutaire, de Georges Ségué à voter PCF, au meeting de Gentilly.

Le caractère parfaitement formel de toutes ces belles affirmations ne fait au bout du compte que mettre en lumière les intentions du PCF : pêcher en eau trouble, une fois de plus.

Monique CHERAN

## A la CAN (Sécurité minière) la lutte continuera

Le personnel en lutte contre le transfert a reçu une note signée de M. le Directeur, Jean Dedieu. Objet : retenue en cas de grève et de débrayage. «Tout en comprenant l'inquiétude du personnel du siège, la direction attire donc l'attention des agents et cadres sur les regrettables conséquences de la multiplication intempestive des arrêts de travail».

Un tract commun CFDT-CFTC-CGT-FO rejette sur le comportement du gouvernement cette dégradation. Oui, il faudra se battre contre le gouvernement qui détient la décision du transfert mais aussi se battre contre la direction pour imposer le droit à la lutte.

«La dégradation de l'image de marque de l'institution» dit le directeur, «la dégradation de l'image de marque de l'institution» disent les ministres de tutelle !

## ● Poursuite de la grève à l'hôpital de Montreuil

Jeudi, en même temps qu'avait lieu un vote à bulletins secrets, ont été débattues dans tous les services de l'hôpital avec l'ensemble du personnel et des délégués, les formes d'action à mettre en œuvre pour continuer la grève. La grève fut approuvée à une large majorité. L'intersyndicale se réunit ce vendredi pour examiner les modalités d'actions à proposer.

D'ores et déjà, une journée de popularisation est prévue lundi à Montreuil.

## TRIBUNE LIBRE



la parole au  
Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

mercredi 4 avril à 18 h 55

# CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Après l'Europe et les Révolutionnaires, nous engageons maintenant le débat sur la possibilité ou non de changer le PCF, au moment où ce parti prépare son 23<sup>e</sup> congrès. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

## 23<sup>e</sup> CONGRES DU PCF : QUEL CHANGEMENT ?

«On ne peut pas mettre en œuvre  
une pratique révolutionnaire en restant au PCF»

C'est le débat ouvert dans *Le Quotidien* de samedi dernier sur la question du PCF qui m'a donné envie de vous écrire. En particulier, j'ai relevé la position du militant du PCF de Chevilly-Larue qui pense qu'il est encore possible de changer ce parti de l'intérieur. Je crois qu'il est nécessaire que des camarades comme lui fassent encore leur expérience, et que la discussion se poursuive avec eux. Mais je sais qu'il existe actuellement dans le PCF une autre position : plus d'un militant, aujourd'hui, ne compte plus guère sur la possibilité de faire basculer son propre parti sur des positions révolutionnaires. Pratiquement, c'est, je crois, tout un courant qui a suffisamment pris la mesure du degré de perversion atteint dans ce parti par son fonctionnement, centraliste bureaucratique, et qui comprend, qui affirme, que le PCF ne sera plus jamais révolutionnaire.

Ces camarades, cependant, préfèrent encore rester dans le PCF. Accumuler des forces, mener une sorte de guérilla par des initiatives politiques ponctuelles mettant en difficulté la direction à chaque fois que les conditions sont favorables, poursuivre une

réflexion théorique : telles sont, si j'ai bien compris, les tâches que se fixent ces camarades pour une période indéfinie, et vraisemblablement assez longue. C'est à ces camarades que je voudrais m'adresser.

Je comprends que l'on ait des difficultés à couper le cordon avec un parti qui a été autrefois celui de la classe ouvrière, et dont le poids — organisationnel, mais pas seulement — rend difficile toute entreprise de construction d'un nouveau pôle révolutionnaire prolétarien dans notre pays. Mais c'est la situation même de la lutte de classes, telle qu'elle s'est développée ces dernières années, qui me semble pourtant rendre cette tâche indispensable et urgente.

En effet, il n'est pas une lutte significative, depuis plus de dix ans, qui ne se soit développée en France sans devoir se heurter, dans son déroulement, à ce parti, au révisionnisme. La grande vague de mai 68, la victoire des Lip lors de leur première lutte en 1973, les mouvements de grève des immigrés et ceux des foyers SONACOTRA, les grèves du printemps dernier chez Renault ou celle que mènent actuellement les sidérurgistes, en

portent témoignage. Or, on ne peut pas tenir ces luttes pour anodines. Confrontons-les, en effet, aux dix années précédentes, les premières du gaullisme. Elles témoignent d'une incontestable renaissance de la vigueur du mouvement ouvrier. Fait significatif : depuis quelques années, le développement de la crise amène une conjonction entre le combat de deux couches naguère divisées par le modèle de consommation et la politique du PCF lui-même : les travailleurs les plus exploités, OS en butte aux cadences et aux conditions de travail dans les grands bagnes modernes, et certains professionnels à qui la bourgeoisie vient arracher les quelques avantages qu'elle avait pu leur consentir. N'est-il pas significatif, de ce point de vue, que les travailleurs les plus actifs durant la lutte du *Parisien Libéré* aient fini, au terme de leur lutte, par entrer en contradiction avec leur direction syndicale, dans un secteur pourtant traditionnellement des mieux contrôlés par le PCF ?

Et, comme chaque fois que les contradictions s'aiguisent entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, la question de l'issue politique au combat de classe enga-

gé se trouve posée parmi les travailleurs. Le programme commun, qui a pu porter un certain nombre d'illusions, est caduc à cet égard ; et ce ne sont pas les proclamations chauvines de Marchais qui pourront lui servir d'ersatz.

Doit-on, peut-on, dans ces conditions, mener un combat d'arrière-garde dans les rangs d'un parti décadent ? Ou des communistes n'ont-ils pas plutôt, aujourd'hui, à dégager en liaison étroite avec les travailleurs en lutte une voie révolutionnaire nouvelle, répondant aux contradictions d'une métropole désormais reléguée au rang d'impérialisme secondaire ? Ce n'est pas, me semble-t-il, de l'impétuosité. Mais une réponse concrète, urgente, qu'il s'agit de donner aux conditions concrètes d'aujourd'hui. Sont-ils impatients, les ouvriers de Longwy et de Denain, étaient-ils, ceux de Lip et du Joint français ? De la seule impatience qui est l'exigence de secouer le joug de l'exploitation, comme une nécessité inscrite dans leur chair et dans leur espoir.

Avancer dans cette voie exige d'être en mesure de mettre en œuvre une pratique révolution-

naire consciente. Quelle possibilité, en tant que militant du PCF, d'offrir aux travailleurs une perspective révolutionnaire ? Ce n'est pas plus la ligne du 23<sup>e</sup> congrès qui le permettra que celle du 22<sup>e</sup>. Quelle possibilité de centraliser les idées justes, les points de vue révolutionnaires, que la classe ouvrière dégage dans le cours de la lutte des classes ? Le centralisme bureaucratique y sera à tout coup un obstacle insurmontable. Enfin, quelle possibilité, dans ces conditions, de poursuivre longtemps une réflexion théorique féconde ? Etouffée dans un cadre où elle se trouve, impuissante à contribuer à la transformation du monde, n'est-elle pas rapidement condamnée à devenir stérile ?

Agir en communiste demande aujourd'hui de prendre la mesure et de ces limites et des exigences du développement de la lutte des classes, de rompre avec une lutte interne qui manque de perspectives, de s'engager dans l'édification du parti révolutionnaire de type nouveau dont la classe ouvrière de France a besoin.

L.J. Etudiant à Censier

## «Sortir du parti, c'est se condamner à l'isolement et à l'impuissance»

Entre une position incohérente sur l'union et une problématique non révolutionnaire tant sur les questions internationales que sur le problème de la misère, l'avenir semble plutôt bouché.

Le débat qui s'est déroulé dernièrement dans le parti n'a pas encore réglé ces questions. Il reste largement ouvert. Que devons-nous attendre dans ces conditions du 23<sup>e</sup> congrès ?

On s'efforcera sans doute de redonner à l'extérieur une image démocratique du parti en ouvrant par exemple des tribunes de discussion ou en apportant des aménagements à nos règles d'organisation. Beaucoup de camarades auront l'impression d'une prise en compte des revendications démocratiques exprimées ces derniers mois. On pourra parler de «progrès», d'«amélioration» ou de «perfectionnement» dans le et du centralisme démocratique. En réalité, les contradictions actuelles céderont la place à de nouvelles, sans que le rapport à la politique dans le parti change fondamentalement. Les militants pourront peut-être débattre «plus librement», mais de quel poids peseront-ils dans l'élaboration de la ligne politique du parti ?

G. Marchais semble avoir clairement indiqué le sens de cette évolution : «Le 23<sup>e</sup> congrès va devoir appliquer une décision prise lors du 22<sup>e</sup> congrès : la modification et la mise à jour des statuts du parti. Pour ce qui est des tribunes de discussion, j'ai eu l'occasion de dire, au nom du Comité central, que probablement nous rechercherions le moyen d'ouvrir des tribunes à l'occasion de certains débats, de certaines sessions de nos organismes. Peut-être envisagerons-nous qu'à l'occasion de certaines conférences nationales il puisse y avoir des tribunes de discussion selon l'ordre du jour ou selon les décisions à prendre». (*L'Humanité* du 4 août).

En dépit de l'ouverture de tribunes de discussion, le mode d'élection des délégués au congrès demeurant inchangé, ce dernier risque comme les précédents de gommer les contradictions qui traversent le parti. On y retrouvera sans doute l'unanimité de nos congrès, à cette différence près que cette fois le débat aura été assez large, assez profond et assez public pour en faire apparaître l'aspect formel. Partant de là, il se peut que le congrès affirme que le débat est

clos et qu'il s'agit maintenant de passer à l'action. Ce serait une fois encore reculer pour mieux sauter.

«Dans le parti communiste, chacun compte pour un», ne cesse de répéter G. Marchais. Cette démocratie rêvée n'existe pas : la délégation du pouvoir qui fonde le type de démocratie que nous connaissons dans le parti et qui est également le propre de la démocratie bourgeoise exclut par définition cette éventualité.

Cette contradiction se double d'une seconde : si ce type de démocratie existe bel et bien dans le parti, il coexiste avec des pratiques bureaucratiques et des rapports d'autorité. Chaque militant compte pour un, surtout celui qui sait, l'expert auquel on fait appel pour décider des modifications à apporter à telle ou telle orientation politique du parti.

Certains, rêvant du beau temps des procès et exclusions, nous suggèrent de quitter «librement» le parti. Mais, sortir du parti, c'est se condamner à l'isolement et à l'impuissance. L'exemple des nombreux communistes qui l'ont quitté dans d'autres circonstances le prou-

ve : ils constituent une masse énorme, mais divisée, atomisée, sans efficacité politique. Beaucoup — ce sont les plus nombreux —, tout en demeurant proches du parti, ont vu leur activité politique se réduire au bulletin de vote. D'autres ont adopté des voies politiques totalement différentes. Si les militants communistes tiennent tant à leur parti, c'est qu'ils savent qu'en sortir c'est se condamner à l'inactivité ou aux sectes.

On dira que les «contestataires» ne sont pas majoritaires dans le parti. Mais il serait un peu rapide d'en conclure pour autant que tous ceux qui n'ont pas pris ouvertement position dans le débat sont forcément d'accord avec la ligne suivie par la direction. Il ne faut pas sous-estimer en effet l'ampleur de la «protestation négative» dans le parti. Nombre de camarades, dont la prise de parole est rendue difficile par les pratiques que nous avons tenté de décrire au cours de ce livre, marquent leurs désaccords en cessant de militer.

Que les militants s'expriment ou se taisent, ce qui se passe dans le parti traduit la possibilité d'un renouveau, en ce sens que

cela met en œuvre une analyse critique provenant de la base elle-même. Est-il exagéré de penser que l'absence de consultation électorale décisive à brève échéance peut être une chance pour le mouvement des masses ? Une chance, car alors l'horizon électoral ne viendrait pas berner son essor et lui permettrait de surmonter les divisions actuelles en inventant de nouvelles formes de lutte.

Là encore, le débat dans le parti ne peut être appréhendé en dehors de cette réalité sociale : la réalité de la lutte des classes en France. Nous pensons que l'existence et le développement d'un courant critique dans le parti s'appuie sur les tendances objectives du mouvement des masses.

L'impasse politique dans laquelle se trouve le mouvement populaire après les échecs de 1968 et 1978, la brisure de l'union de la gauche nous imposent sans aucun doute de rechercher de nouvelles voies.

Juillet-octobre 1978

F. Bouillot et J.M. Devese  
dans «Un parti peut en cacher un autre»  
aux Editions Maspéro.

## LUTTES OUVRIÈRES

# «CE QUE L'ON VEUT, C'EST UN COMITÉ LARGE»

## De notre correspondant de Rennes

Un comité de chômeurs vient d'être créé sur Rennes. Regroupé autour de la section CGT de l'ex-SPLI, il rassemble d'emblée une cinquantaine de chômeurs. Jeudi il entreprenait sa première action avec l'occupation de l'ASSEDIC, par une soixantaine de personnes.

Avec plus de 60 000 chômeurs dont 12 000 dans le pays rennais, la Bretagne est très durement touchée par le chômage. Au mois de juin, c'est 1 500 emplois qui disparaissent dans le textile avec la fermeture de la SPLI. Aujourd'hui, c'est Citroën qui licencie 500 personnes par l'intermédiaire de son agence intérimaire SBS. Demain, ce sont 5 000 licenciements, rien que pour la Bretagne, qui sont pré-

vus dans le secteur de la téléphonie, à Ericsson à Brest, à l'AOIP à Guingamp et Morlaix, à LTT à Lannion et Dinard ; à la SRPI à Redon, à la CGCT à Rennes. Triste bilan pour ce que certains dirigeants n'hésitaient pas à appeler, il y a quelques années, «l'avenir électronique de la Bretagne».

A partir de l'expérience des travailleurs de la SPLI, à partir des actions menées par les sidérurgistes dans le Nord et la Lorraine, quelle réponse peut-on apporter aux questions qui se posent dans la lutte contre le chômage, contre les licenciements ? C'est autour de ces questions que s'est tenue une discussion qui réunissait deux militants du comité de chômeurs licenciés de la SPLI et deux délégués de la CGCT.

## Entretien avec des militants du Comité de chômeurs de Rennes

### Comment faire pour que les luttes, le maintien des emplois aboutissent ?

Patrick (délégué CFDT de la CGCT) : Le problème est que l'aboutissement n'est pas forcément le maintien des emplois, ça peut être dans le meilleur des cas des mesures de pré-retraite, du moindre mal, disons à la limite, je pense que c'est difficile sur une seule boîte d'obtenir la pré-retraite, par exemple, ça ne peut être discuté qu'au plan gouvernemental. Ça marche dans la sidérurgie parce que c'est toute une région qui se bat.

### A la CGCT, vous risquez de très nombreux licenciements d'ici peu de temps, comment envisagez-vous la lutte, en voyant ce qui s'est passé à la SPLI, ce qui se passe en Lorraine, dans les autres boîtes de la téléphonie ?

Patrick : Le plus important c'est l'unité d'action. Le problème, c'est de la réaliser sur les boîtes de la téléphonie, ne serait-ce qu'en Bretagne ; on s'aperçoit que quand il se passe quelque chose de particulièrement scandaleux sur une boîte, comme chez nous, quand le directeur nous annonce que les activités de la CGCT Rennes ont été transférées sur Boulogne, là tu as une réaction, tu as quinze jours d'action intense, jusqu'à ce qu'il y ait une amorce de solution. Nous on a lutté quinze jours, puis il y a eu un protocole d'accord comme quoi tout le matériel restait à Rennes. A Ericsson à Brest, ils sont partis ce mois-ci, ils ont lutté jusqu'à ce qu'il y ait la signature d'une garantie d'emploi jusqu'à la fin 1979. A l'AOIP, ils sont toujours dans l'action contre les réductions d'horaires ; pour le moment il n'y a pas de solution chez eux. Les gens démarrent usine par usine, quand il y a un truc. Notre problème c'est : comment peut-on arriver à faire comme dans la sidérurgie, car je pense que la solution ne viendra plus que comme ça : il faut regrouper tous ces gens-là pour lutter ensemble.

### La tactique des patrons de la téléphonie ça va donc être de licencier une boîte après l'autre à plusieurs mois d'intervalle, ou même pendant les vacances.

Patrick : Oui, de retarder d'abord.

Thierry (comité de chômeurs, ex-délégué CGT-SPLI) : Surtout dans le même secteur d'activité car sur la Bretagne, c'est vraiment concentré.

Annie (délégué CGCT) : Eche- lonner le plus possible pour éviter une coordination.

### Avec ce qui se passe en Lorraine et dans le Nord, ils cherchent à éviter d'ouvrir un deuxième front en Bretagne, avec l'électronique ?

Patrick : Et ça c'est le jeu de la visite de Segard à Rennes, le 27 mars (1). Et c'est pour cela que l'on a voulu faire quelque chose ce jour-là. C'est vraiment clair qu'il est venu «rassurer» les Bretons sur leur emploi... C'est ce que disait Grasset (RPR), chef du cabinet de Segard dans *Le Monde* : «Nous bloquons les licenciements partout en Bretagne, en Normandie, ou dans le Nord ; le ministre va se battre pour que cette courte période de mutation se passe sans dommage, pour les salariés et les entreprises. Nous réservons aux licenciés les emplois créés chez nous car ce serait du gaspillage de se priver du savoir-faire des ouvriers compétents». Les PTT ne vont

des contacts avec Ericsson à Brest.

### En Lorraine, chômeurs et sidérurgistes ont commencé à s'associer dans la lutte contre les licenciements. A Rennes, ne serait-il pas possible de réaliser l'unité entre les chômeurs qui sont plus de 10 000 dans le pays rennais et les travailleurs des boîtes qui licencient ?

Thierry : Jeudi 22 dans notre manifestation aux ASSEDIC, on a dénoncé les licenciements effectués par Citroën par l'intermédiaire de la SBS (2) ; on a été faire quelques bombages devant le siège de la SBS, mais c'est vrai que ce sont des actions limitées, tu ne vois pas tous les gars. En tant que comité de chômeurs, on a essayé de les toucher au moment où ils devaient venir pour les acomptes, mais sans

adhésions individuelles ou des adhésions des sections syndicales.

Thierry : Les deux sont intéressantes, mais concrètement au départ, ce seront plutôt des individus.

### Où en est votre liaison avec la CGT ?

Thierry : Au départ, on devait faire le comité sous l'étiquette CGT ; à la première AG convoquée sous l'étiquette CGT, il a été tranché lors d'un débat entre deux points de vue : celui de l'UL qui disait : «On veut un comité de chômeurs CGT», en essayant d'être souple sur la possession de la carte ou non, mais en réaffirmant que le comité devait défendre les orientations de la CGT. Et l'autre point de vue largement majoritaire lors du vote, et qui disait : «Ce que l'on veut, c'est un comité de chômeurs large, on réclame le sou-

devant l'ASSEDIC jeudi 22 afin de poser le problème du délai de paiement des indemnités, qui est de trois mois, et le problème de l'hospitalisation des chômeurs qui fait baisser leurs revenus. On pense que ce sont des choses concrètes sur lesquelles on peut quelque chose.

Parallèlement à ça, on avance d'autres revendications qui sont plus globales, tels que le SMIC pour tous les chômeurs, qui sont des revendications qui ne peuvent être obtenues qu'au niveau national, ainsi que 90 % du revenu pour tous les chômeurs ; il y a eu un débat sur cette revendication : faut-il fixer un plafond ? D'après certains, cela risquerait de diviser, d'autres pensent que ne pas en fixer permettrait à certains de toucher des sommes importantes.

### Est-ce que des actions auprès de la mairie sont envisagées ?

Thierry : On a fait des démarches auprès du bureau d'aide sociale sur la question du plafond pour les bus (3). On a demandé à la municipalité un local.

### Et le problème de l'unité actifs-chômeurs ?

Patrick : A la CGCT, même maintenant, c'est difficile. A travers la SPLI on a essayé. Lors du procès des délégués de la SPLI, 200 personnes ont signé une pétition de soutien et une délégation y a été. Mais à part ça, soutenir ou participer au travail d'un comité de chômeurs, ça pose des problèmes.

### Mais n'est-ce pas la voie au moment où il y a des menaces à la CGCT ?

Patrick : Pour le moment, ce n'est pas évident d'aller se réunir avec les chômeurs. L'unité se fera quand les échéances se feront plus précises ; par exemple pendant la lutte qu'on a menée durant quinze jours il aurait été très possible de faire participer les chômeurs aux actions et aux manifestations.



L'usine SPLI dans la zone industrielle de Chantepie à Rennes pendant la longue lutte contre les licenciements

pas embaucher les 5 000 licenciés d'autant plus qu'entre le travail qu'on fait et celui des PTT il n'y a aucun rapport.

Le problème c'est de faire l'unité d'action avec toutes les boîtes. Il y a eu une journée régionale d'action dans la téléphonie le 29 mars mais c'est difficile car chez nous autant les travailleurs ont été actifs pendant quinze jours quand il s'agissait de la CGCT-Rennes, et des transferts d'activité sur Boulogne, autant c'est difficile quand ça dépasse les murs de la boîte.

### Est-ce qu'il y a une coordination des boîtes d'électronique menacées en Bretagne ?

Patrick : Il y a une coordination CGT et une coordination CFDT et une autre coordination entre les deux... Mais c'est la concurrence de boutique... A l'AOIP les sections CGT et CFDT de Morlaix se réunissent avec la section CGT de Guingamp, il sera sans doute possible d'avoir

doute SBS avait prévu le coup, et ils les avaient fait venir bien avant. C'est quand même un axe qu'on s'est fixé en tant que comité de chômeurs d'aller vers les boîtes qui licencient.

### Pour le moment, c'est un comité qui rassemble uniquement des chômeurs ?

Thierry : Oui, pour le moment. Tu poses la question des travailleurs actifs à l'intérieur ? Il y a eu un débat là-dessus, on n'a pas tranché... Un gars de la section CGT de l'AMB (fabrique de landaux) avait posé le problème, il y a un point de vue qui dit que faire entrer les travailleurs actifs dans le comité doit être le moyen de faire la liaison entre travailleurs actifs et chômeurs. Un autre point de vue dit qu'il faut donner aux chômeurs tous les moyens de s'organiser... Personnellement, je suis plutôt favorable à l'ouverture aux actifs.

Patrick : Il y a aussi la façon dont c'est ouvert, si ce sont des

ten des organisations syndicales sur la base d'un cahier de revendications». L'UL-CGT a remis en cause ce vote et a maintenu son idée de comité de chômeurs CGT... Cela dit, lors de la manifestation aux ASSEDIC, la CGT nous a appuyés.

Thérèse (comité de chômeurs ex-SPLI) : Ils ne savent pas s'ils veulent nous appuyer ou non.

### Si ça marche, ils vous appuieront, et si cela ne marche pas... ?

Thérèse : Si ça ne marche pas, ils ne seront plus dans le coup.

Patrick : Quelles sont les activités du comité actuellement ?

Thierry : On a fait trois commissions d'étude : une commission sur la nouvelle loi-cadre sur l'indemnisation du chômage ; une autre sur le droit à la formation ; une autre sur les droits des chômeurs. On va en sortir une information pour les chômeurs... On a fait un rassemblement

## NOTES

1) Segard vient inaugurer le nouveau système des télécommunications : le Transpac

2) Agence intérimaire de Citroën

3) Un chômeur n'obtient le bus gratuit par la municipalité de Rennes que si les revenus du ménage ne dépassent pas 1 600 francs.

# LUTTES LYCEENNES : UN MOUVEMENT QUI MURIT

**Mulhouse, Marseille, Val-de-Marne puis Nantes et Belfort contre les mesures Beullac. Les lycéens et collégiens de Denain contre l'avenir de chômage. Les lycées parisiens contre la répression. Le mouvement lycéen est encore là. Pour la deuxième fois dans l'année scolaire. Mais les choses ont changé depuis la rentrée.**

● Instruits des luttes de septembre, les lycéens et les gars de LEP ont dépassé le refus méfiant des structures. Ils ont le souci de s'organiser solidement. Ils sauront désormais que la lutte sera longue et que pour tenir le coup il faut prendre le temps de débattre avec tous les grévistes, que les «commissions» ou les «bureaux» sont nécessaires pour recueillir les propositions, pour que les idées ne restent pas lettre morte. A Langevin-Wallon (Champigny), les élèves en lutte prennent une heure chaque jour pour le déroulement de leurs AG. Ils veulent éviter que les décisions passent trop rapidement, sans que chacun ne puisse peser son choix : ils

se répartissent durant une heure en groupes de discussions. L'AG sert à faire le bilan de la réflexion ainsi enrichie. Un peu partout des comités de lutte, des comités de grève ont été créés.

Si cette fois-ci les lycéens n'ont en général pas attendu les profs, ils se sont préoccupés de réunir les meilleures conditions pour la lutte en rencontrant les profs, en s'adressant directement à l'ensemble des parents. Là aussi, un peu partout, les jeunes en lutte s'efforcent de mettre en place des comités parents-prof-élèves. Conscients qu'ils sont la force principale dans cette lutte, ils ne laissent pas les syndicats de profs et les associations de parents se réunir sans eux.

● Il y a autre chose qui a changé depuis la rentrée. La colère ouvrière a éclaté avec force. A Longwy, à Denain, les sidérurgistes mènent une lutte exemplaire contre le chômage. Ils ont engagé des actions résolues, audacieuses, efficaces. Ils ripostent énergiquement à la répression

des flics. Dans les lycées et les LEP aussi, les yeux sont braqués, vers le Nord et la Lorraine. Là-bas le signal a été donné de la résistance massive, déterminée contre le chômage. Ces luttes de la classe ouvrière ont posé avec plus de netteté le problème du chômage aux yeux de la jeunesse scolarisée.

Le mot d'ordre «Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs» qui s'était imposé avec difficulté au cours des luttes d'automne fait aujourd'hui l'unanimité. Sans problème. A Marseille les collégiens entamaient : «Laissez passer les chômeurs de l'avenir». Bien sûr la nécessité de se battre directement contre l'avenir de chômage n'est pas encore ressentie largement. Mais ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, certains parlent d'occupation d'ANPE, de rencontres avec des jeunes chômeurs.

Les actions «dures» des ouvriers de Longwy et de Denain ont fait école parmi les lycéens. Les élèves de Cherioux (Vitry), ceux d'Eugène Delacroix (Maison-Alfort), ceux de Langevin-Wallon (Champigny)...

ont dressé des barrages sur les routes pendant plusieurs heures. Barrages, occupations, séquestrations ont rapidement accompagné les manifestations habituelles.

La riposte massive à la répression policière, les affrontements entre les lycéens et collégiens de Marseille et les flics témoignent aussi de cette influence.

L'aspiration à connaître et soutenir les luttes de la classe ouvrière s'est considérablement renforcée chez les lycéens en lutte : ils étaient des milliers à la manif du 23 venus soutenir les sidérurgistes, ils étaient plusieurs centaines qui se sont joints à ceux de Longwy.

● Il reste à ce mouvement qui marque une progression certaine à se donner les moyens de rendre ces acquis définitifs. Cela passe par une centralisation des luttes des lycées et LEP réellement efficace, qui prenne en compte ces avancées, qui réponde de façon crédible à cette question : comment faire reculer Beullac ?

## Belfort, 2 500 lycéens dans la rue Une journée entière de manifestations offensives

Judi 29 mars. Depuis longtemps on n'avait pas vu un tel mouvement à Belfort. 2 500 manifestants dans la rue. Depuis la rentrée les conditions de travail des lycéens se dégradent : devant la menace des suppressions de postes, la surcharge des classes, le redéploiement Beullac avec la création sur la ville, d'un CFA contrôlé par le patronat au lieu d'un LEP. Les gars du lycée technique partent en grève à l'appel d'un groupe d'élèves. Après une AG le matin à 8 heures, un cahier de revendications est élaboré. On décide de se rendre dans les autres lycées de la ville. Les lycéens grévistes, près de 1 000, peuvent compter sur un large soutien du lycée de garçons qui se prononce pour une grande majorité pour la grève en soutien au technique mais aussi pour leurs propres revendications.

C'est donc à 2 000 que les lycéens se rendent en cortège au lycée Courbet, le plus répressif de la ville. L'administration ferme les

portes, exerce des pressions. Elle empêche un bon nombre de lycéens de se joindre au mouvement. Des sanctions sont prises, allant jusqu'à 8 jours d'exclusion. L'AG reconduit le mouvement à 14 h l'après-midi. Une mobilisation exceptionnelle a lieu. A 2 500, pour la deuxième fois, une longue manifestation se dirige vers le lycée Courbet. L'administration ferme les portes. Les manifestants s'engouffrent par une porte de service. Ils envahissent les couloirs et appellent ceux qui sont encore en cours à les rejoindre. L'administration refuse de discuter et de s'expliquer sur la répression. Devant cette attitude ils repartent en manifestation. A plus de 2 500 dans le centre ville, ils scandent, déterminés : «Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs», «Non au CET-caserne», portent des banderoles : «LEP = fabrique d'O.S.», «Lycéens, LEP tout unis».

Arrivés au lycée de garçons, une AG termine la journée : «Comment con-

tinuer le mouvement?». Certains, très combattifs, veulent la grève illimitée. Finalement il est décidé démocratiquement de tenir des AG vendredi matin dans chaque lycée et que les gars du lycée technique, les mieux organisés, fassent le tour des lycées, afin de faire une action de masse : sitting dans la vil-

le, marche sur le rectorat ou meeting.

Cette journée a montré la colère des lycéens contre les mesures Beullac. Les manifestations ont été massives et offensives. Un grand souci des lycéens : avoir un fonctionnement démocratique, «ne pas se faire récupérer». Il faut aussi noter le rôle moteur

des gars du technique. Actuellement pour ne pas s'essouffler le mouvement devra se structurer : comité de lutte ou autre forme permettant l'organisation

large des lycéens... car la lutte contre les mesures Beullac risque d'être longue et les vacances prochaines risquent de freiner la mobilisation.



Les élèves de Belfort en grève.

## Lycée Paul-Valéry (Paris XII<sup>e</sup>) : vendredi, journée de soutien à Gilles et aux 32 autres inculpés

Judi 8 h : Les lycéens en AG décident d'envoyer des délégations dans une quinzaine de lycées : lycées du Val-de-Marne en grève, Voltaire, Bergson, Ravel en grève, etc...

9 h : Les délégations parties, l'AG se poursuit. On prépare la journée de soutien de vendredi à Gilles et aux autres inculpés. Après avoir contacté l'avocat, les lycéens de Paul-Valéry ont décidé de soutenir tous les autres inculpés qui — comme Gilles, élève de P.V. — ont été arrêtés au hasard lors de la marche du 23 mars et tombent sous le coup de la loi anticasseurs.

Un surveillant arrive. Il présente la position des profs réunis en AG : soutien de deux heures vendredi. Les réactions ne se font pas attendre : «Les profs se foutent de nous». «Ils ont essayé de canaliser le mouvement, aujourd'hui on leur a montré qu'on pouvait se débrouiller sans eux, alors ils vont essayer de couper la grève en faisant cours». Le pion continue : il ne doit pas y avoir de «commandos-extérieurs» et les lycéens devront «se tenir tranquille» pendant la conférence de presse. Du

coup il se fait huer. Il annonce enfin que les syndicats de profs ne participeront pas au comité de soutien aux inculpés.

11 h : La délégation partie à Elisa Lemonnier (Paris XII<sup>e</sup>) est de retour. Des élèves se sont mis en grève et organisent la popularisation. A Hélène Boucher (Paris XX<sup>e</sup>), il a fallu forcer l'entrée. Les flics sont intervenus. Il faut y retourner plus nombreux.

L'AG reprend, le comité qui organise la lutte est remis en cause. Il n'a pas été élu. «Le comité ne doit pas se substituer aux lycéens. Des actions sont décidées, mais l'AG n'est pas consultée».

L'après-midi : On achève la préparation de la journée de soutien.

JOURNÉE DE SOUTIEN VENDREDI 30 MARS  
A PARTIR DE 10 h. PAUL-VALÉRY  
38 BD SOULT - PARIS 75 012 - M<sup>o</sup> Porte Dorée

## Les lycéens de Mulhouse

### APPEL POUR UNE RENCONTRE NATIONALE DES LYCEES, LEP EN LUTTE

Lundi 5 mars a débuté une grève qui devait durer trois jours, regroupant 4 000 élèves des différents lycées et LEP de Mulhouse. Après une concertation avec l'administration, les parents d'élèves et la mairie, les problèmes superficiels et d'ordre local ont été résolus. Mais les revendications profondes relatives à l'éducation nationale n'ont pas abouti. A savoir :

- Conseils de classe publics,
- Réelle participation des élèves.
- 25 élèves par classe
- Abrogation de la loi Soisson
- Fin de la répression administrative.
- Suppression du projet de raccourcissement des vacances
- Refus que l'Education nationale se décharge de l'enseignement technique pour le mettre sous le contrôle patronal, etc.

Nous, lycéens de Mulhouse, sommes prêts à organiser des journées d'actions lundi 2, mardi 3 et mercredi 4 avril. Nous comptons sur le soutien des différents lycées de Paris et de province ayant connu dernièrement des mouvements de grève. Nous proposons une rencontre nationale des bahuts en lutte à Paris pendant les vacances pour tirer le bilan des luttes précédant les vacances, envisager la riposte aux mesures Beullac et réfléchir aux luttes de la rentrée. Pour ce faire, une coordination entre ces différents lycées est nécessaire. Une action isolée est vite réprimée. Seule une action unitaire à l'échelle nationale peut sortir. Pour cela nous aimerions entrer en contact avec les lycéens en grève de la banlieue parisienne : de Paul-Valéry, Maurice-Ravel à Paris, de La Colinière, La Chauvinière, Livette, E. Leroux à Nantes, de Marseille, d'Avignon, d'Aix-en-Provence, de Bretagne, de Selestat etc...

Nous sommes fermement décidés à agir et c'est dans l'union que nous le pourrons. Nous apportons notre soutien à tous les lycées en lutte. Vous pouvez nous contacter. Joindre Le Quotidien du Peuple (636-73-76) qui transmettra.

Les lycéens de Mulhouse

# DE PARIS A THIONVILLE, DES USINES AUX FACS, LE PCF A L'HEURE DES CONTRADICTIONS

Le PCF en Moselle

## La contestation ouvrière

tion politique est bloquée par l'attente des élections législatives, qui aux dires de certains, doivent tout résoudre. La lutte dans la sidérurgie contre la fermeture du haut fourneau d'Usinor-Thionville est délibérément sabotée par le PCF, qui explique que la solution réside dans la nationalisation de la sidérurgie, ou plutôt dans l'inscription de cette nationalisation dans le Programme commun en cours de négociation.

Un militant du PCF nous raconte : « On a pris comme mot d'ordre : pas un boulon d'Usinor-Thionville ne doit être démonté. On a fait des manifestations en criant ça. On en a entendu parler, des boulons d'Usinor. Et aujourd'hui, le haut fourneau est fermé. Pas un boulon n'a été démonté : les boulons, ils sont en train de rouiller. Il n'y a pas besoin de les démonter, bientôt ils tomberont tout seuls. Certes, l'attitude du PCF dans cette affaire n'explique pas tout : la bourgeoisie a utilisé

d'autres armes de division, comme les mutations d'une partie des sidérurgistes à Longwy. Mais l'attentisme électoral proposé par le PCF est bien une cause déterminante de l'absence de lutte sur la sidérurgie avant les élections.

Rappelons que lorsque plusieurs centaines de sidérurgistes avaient occupé les rails d'approvisionnement d'Usinor, la direction CGT avait appelé à lever le barrage au bout de quelques heures. Les sidérurgistes qui l'avaient maintenu s'étaient fait qualifier de « gauchistes irresponsables ». A la suite de cette manifestation, les militants de la section de Thionville du PCF avaient été convoqués au grand complet pour s'entendre dire : « Plus rien ne doit se faire sans nous », et pour se faire mettre en garde contre les « éléments incontrôlés », c'est-à-dire contre les militants syndicaux actifs, particulièrement ceux de la CFDT.

### La démobilisation des militants

Cette attitude du PCF dans la lutte commençait à créer des contradictions dans ses rangs, mais celles-ci sont devenues particulièrement vives après l'échec de la gauche aux législatives. Les adhérents, qui s'étaient mobilisés au moment des élections, ont commencé à désertier les réunions de cellules. « Avant nous avions une réunion de cellule tous les mois ; pendant la période électorale, tous les quinze jours. Après les élections, les réunions de cellules se sont espacées, elles ne se faisaient même plus au rythme d'une par mois. Des adhérents de fraîche date nous disaient : mais quand est-ce qu'on fait une réunion de cellule ? Un grand nombre de nouveaux adhérents ont été perdus par le parti à ce moment-là. A tel point que plus personne ne se hasarderait à dire combien il y a aujourd'hui de militants du PCF sur Thionville. »

Et l'argument du PCF sur la responsabilité totale du PS dans l'échec de la gauche ne porte pas chez bien des militants. « Pour moi, il est clair que ce qui nous a porté le coup de grâce, c'est l'accord conclu en trois heures après le premier tour. On a vu des gens qui votaient habituellement à droite, qu'on avait convaincus de voter pour nous et qui nous ont dit, après cet accord-bidon : on préfère encore les pourris qui sont au pouvoir plutôt que l'aventure. »

Si l'échec de la gauche aux législatives a servi de détonateur aux contradictions latentes depuis

un moment dans les rangs du PCF, l'attitude de la municipalité a également ouvert bien des yeux. Par exemple, l'attitude de certains conseillers municipaux, qui ont commencé, après leur prise de fonction, à se croire « arrivés » et à devenir méprisants vis-à-vis des militants — particulièrement ouvriers — de leur parti, ce que ceux-ci n'ont guère apprécié.

L'attitude du PCF vis-à-vis des luttes des foyers Sonacotra a parfois été vivement ressentie. On sait qu'il y a peu de temps encore, le PCF déclarait que les comités de coordination étaient composés de « gauchistes irresponsables ». Pour un militant, « dire cela, c'était donner le feu vert à la bourgeoisie pour attaquer les résidents. Ce qu'elle a fait d'ailleurs. Aujourd'hui, l'heure est à la récupération. Après avoir insulté le comité de coordination, le PCF déclare aujourd'hui son soutien aux résidents, mais toujours sans reconnaître le comité de coordination. C'est une tentative de récupération d'un mouvement qui lui échappe. »

Pour ce militant, les perspectives du PCF sur le front des luttes sont à peu près nulles. Il nous dit : « Aujourd'hui, on colle des affiches : vivre, travailler, décider au pays, avec les communistes. Ce sont des affiches qu'on avait déjà collées il y a plus d'un an. Dans une librairie, on appellerait ça des monstres ; j'appellerais ça des incultes qu'on nous ressort maintenant. »

### Le parti de l'autogestion ?

Cet aspect de récupération des luttes dans la pratique du PCF est sensible chez d'autres militants venus au PCF au moment de sa « conversion » à l'autogestion, quelques mois avant les élections de 1978. Pour ce jeune travailleur de Saint-Avold, membre du PCF depuis deux ans, l'autogestion est la solution à imposer, « parce qu'ainsi l'usine n'appartient plus au patron, mais à l'ensemble des ouvriers ». Il estime que le « communisme » des pays de l'Est « ne vaut pas mieux que le capitalisme en France ». Mais, pense-t-il, il est possible qu'en France, le PCF ait pu mettre sur pied une société différente de celle de l'URSS.

Quelles garanties à ce sujet ? Le PCF a-t-il pour habitude de laisser se développer l'initiative de la base ; dans la pratique quotidienne, et par exemple dans ses rangs ? Pour ce militant, il est clair que « c'est la tête qui définit la ligne ». Quelle société pour-

raient-ils alors mettre en place ? Pour lui, la mise en place des conseils d'administration tels que les proposait le PCF lors de la renégociation du Programme commun aboutirait à donner le pouvoir sur l'entreprise aux membres du PCF. Ceci, lié à l'appréciation « globalement positive » de la société soviétique, lui donne à penser que « le PCF penche plutôt vers une société de type soviétique ». D'ailleurs, selon ce même militant, si le PCF dirigeait la société, une grève ouvrière serait immédiatement réprimée par la police. « Oui, c'est vrai qu'actuellement, la direction du PCF penche plutôt vers l'URSS. Mais il est possible de la faire pencher de l'autre côté, du côté de l'autogestion. A condition qu'on soit assez nombreux pour obliger la direction à évoluer dans ce sens. »

François NOLET



« Pas un boulon se sera démonté » disait le PCF en parlant d'Usinor-Thionville. Aujourd'hui, les boulons au grand complet sont en train de rouiller.

ce qui ferait la force du PCF, sa composition ouvrière. Une revue comme « Luttas et débats » montre que des non-intellectuels sont aussi partie prenante de la contestation.

« Pendant qu'une poignée de militants critique leur parti, les ouvriers du PCF luttent contre le pouvoir giscardien et le plan Barre », entendait-on dans les mêmes cercles dirigeants. L'exemple de la Lorraine aujourd'hui montre que justement, sur la base des luttes, des membres du PCF entrent en contradiction avec leur direction.

« Il ne s'agit que de militants isolés, les organisations, elles, soutiennent la politique de leur parti » écrivait l'Humanité en mai. Cinglant démenti que ce contre-projet de résolution, qu'a mis au point la cellule Picasso de Montvilliers, en Seine-Maritime, et qu'elle

va rendre public au milieu de la semaine prochaine.

Et il y a peut-être plus important encore. L'évolution de la situation politique, et l'approche du 23<sup>ème</sup> congrès, permettent un approfondissement de la réflexion politique des militants critiques du PCF.

Par deux fois déjà, des membres du PCF se sont rencontrés à Paris pour faire le point de leurs critiques envers la direction et pour envisager, éventuellement, des actions ponctuelles communes, notamment vis-à-vis des pays de l'Est (voir QdP du 27 février).

Parmi eux des militants proches des thèses d'Elleinstein, d'autres se définissant comme « eurocommunistes de gauche », d'autres encore se reconnaissant dans les analyses d'Al-

thuser. A l'évidence, l'unité était difficile entre eux, si on prend en compte le fait qu'un Elleinstein ne cache guère sa volonté de voir le PCF avancer dans un processus de social-démocratisation, tandis que d'autres espèrent encore — à tort — que le PCF peut à nouveau se transformer en son contraire, et devenir un parti révolutionnaire. Le constat de ces divergences politiques et tactiques, que vont faire les oppositionnels eux-mêmes, lors de leur prochaine réunion, n'est pas un signe de l'affaiblissement des contradictions au sein du PCF. Au contraire, il est la preuve que progressivement, les questions politiques essentielles en viennent à être posées : ainsi la nature du PCF, ou la manière dont ce parti se situe par rapport aux mouvements de la classe ouvrière et des masses.

Les militants critiques écrivent

### « Positions » :

## Comment combattre l'orientation réformiste ?

« Position » a déjà une histoire. Mis en place par le cercle UEC de l'institut d'études politiques de Bordeaux, le premier numéro est sorti en février 1978, soit avant les élections, et surtout avant que les contradictions internes au PCF ne prennent toute leur ampleur. Le numéro un définissait ainsi « Position » : « Une revue de type nouveau qui se veut sur les positions politiques et théoriques de la classe ouvrière ». Aujourd'hui, « Positions » est à son numéro 4, et semble amorcer un tournant si on en juge par l'éditorial du dernier numéro : « Pour beaucoup de militants, Positions est un outil pour briser l'atomisation et le cloisonnement des appareils, pour échapper

aux discours triomphalistes des dirigeants et tenter, certes en tâtonnant et sans être à l'abri d'errements toujours possibles, d'inventer de nouvelles voies. Pour tous ceux qui ne peuvent se satisfaire de la division de la gauche syndicale et politique, Positions peut être un lieu de rencontre et de discussions. Telle est son ambition. »

Le numéro 4 est évidemment consacré essentiellement à la préparation du 23<sup>ème</sup> congrès. A l'issue d'un débat entre les membres du comité de rédaction, Jean-Michel Devésa, un des animateurs de Positions, formule quatre propositions pour « combattre l'orientation réformiste » :

- développer la solidarité envers les victimes de la répression dans les pays de l'Est ;
- développer la coordination des luttes ouvrières à l'échelle européenne ;
- développer des comités unitaires à la base pour relancer l'union de la gauche ;
- instaurer une démocratie horizontale dans le PCF.

On touche sans doute là une des limites essentielles de Positions : quelle alternative offrir à la ligne élaborée de façon bureaucratique et manipulatrice par la direction du PCF, quand on entend situer son combat à l'intérieur de ce parti et qu'on n'a pas, et pour

cause, les moyens d'élaborer une ligne en s'appuyant sur les aspirations de la classe ouvrière ?

On retrouve cette question de fond dans une intéressante étude d'un vieux militant du PCF (depuis 43 ans) à propos de la suppression de la référence à la dictature du prolétariat, et de sa justification théorique après coup, le livre « Les communistes et l'Etat ».

Autre débat central au sein du PCF, celui sur la nature de l'URSS. Positions publie un entretien avec Nina et Jean Kehayan, qui définit le PCUS comme un parti de type fasciste, et l'URSS comme un pays impérialiste.

### « Luttas et débats »

« Luttas et débats », qui publie son numéro 3, se présente comme « un journal interne réalisé par des ouvriers, employés, intellectuels, militants du PCF ». On retrouve dans « Luttas et Débats » la préoccupation constante des oppositionnels, celle d'ouvrir le débat, de réfléchir à plusieurs, enfin, sur des questions aussi importantes que l'union de la gauche, le passé du PCF, l'eurocommunisme, etc... La revue se propose aussi de publier des contributions à la discussion du 23<sup>ème</sup> congrès, refusées par la direction du PCF : ainsi, dans le numéro trois, une tribune qui dénonce le fameux accord du 13 mars 1978, qui vit PCF et PS se mettre d'accord en quelques heures alors que les négociations étaient bloquées depuis 6 mois, une autre sur les liens, présentés comme inexistantes, entre ouvriers et intellectuels à la base du PCF, une autre encore qui dénonce la « campagne pour la sécurité », organisée par les municipalités révisionnistes. « Luttas et Débats » publie également deux appels aux militants du PCF : l'un, signé par 15 militants, dénonce l'absence de perspectives offertes par la direction du PCF, et avance des solutions ; « créer un front commun des organisations ouvrières politiques et syndicales contre l'austérité », (...) « Préparer

la grève générale » (...), « proposer l'auto-organisation des travailleurs dans les luttes » (...) organiser à la base des comités de lutte unitaire ». En l'occurrence, il faut bien constater un divorce sensible entre les critiques qui sont faites au PCF et l'alternative qui est offerte, car que signifie le « front commun des organisations ouvrières politiques et syndicales », si ce n'est, une fois de plus, l'alliance entre PCF, PS, CGT et CFDT ? Cette alliance fut-elle, aussi, à la base ?

Le deuxième appel, issu de la réunion de militants critiques de diverses « tendances », s'intitule « déclaration à tous les communistes », et appelle les militants du PCF à se prononcer sur 6 points :

- le retrait des troupes du Pacte de Varsovie de Tchécoslovaquie ;
- la rupture des liens et relations avec le PC tchèque ;
- une solidarité active et le renforcement des relations avec le KOR, la Charte 77 et les syndicats libres des pays de l'Est ;
- la libération de tous les prisonniers politiques se réclamant du socialisme ;
- la réhabilitation de Boukharine et Trotsky ;
- la réhabilitation de Marty et Tilton ;

### Un parti peut en cacher un autre

Gérard Molina et Yves Vargas, dirigeant chez Maspéro une nouvelle collection spécialement consacrée aux écrits de ces militants critiques du PCF. Le deuxième volume vient de sortir\*. Françoise Bouillot et Jean-Michel Devésa y ont essentiellement collationné une série de témoignages concernant les procédés manipulateurs employés par la direction de leur parti.

Dans une introduction, ils dénoncent « les rapports de secret et d'autorité, pressions de type psychologique et procès d'intention ». Ils s'en prennent au « ton parfois dur, arrogant, moqueur, cassant, de la tribune, là où siègent les dirigeants », « la distinction entre ceux qui savent et les autres, la suprématie de la technique, le pouvoir lié au savoir, moyens courants de la bourgeoisie pour asseoir sa domination ».

Les témoignages apportés sont éloquentes : cellule qui n'est pas convoquée à l'assemblée de section du fait de prises de positions jugées contestataires ; militant retenu par une commission des candidatures pour un poste, et qu'on éliminera ensuite au moyen d'une deuxième commission (anti-statutaire) parce qu'il a exprimé des po-

sitions critiques ; cercles fantômes de l'Union des Etudiants, créés en concurrence avec celui qui existe dans une discipline, parce que ce dernier n'est pas dans la ligne... Et puis, il y a ces « déficheurs » de la JC, visant à faire coûte que coûte un chiffre d'adhésions, et qui ferment les yeux sur le fait que des gosses de dix-onze ans prennent « vingt, vingt-cinq fois » leur carte au cours d'une même fête, « ils collectionnent les cartes ».

Paris XVIII\* ; une des scènes les plus époustouflantes de ce livre : il s'agit de la brochure Vivre dont les deux premières éditions avaient été mises au pilon. « Baillot prend la parole, dit que c'est absolument faux (...). Le camarade déclare qu'il a avec lui les trois numéros. Baillot continue à dire que c'est impossible. Alors le camarade montre à tout le monde les trois numéros ».

Quant au 23<sup>ème</sup> congrès, voici comment le prévoit un des militants interrogés dans le livre : « A mon avis, il y aura certainement libéralisation, mais certainement pas démocratisation ».

\* « Un parti peut en cacher un autre ». Françoise Bouillot et Jean-Michel Devésa. Editions Maspéro.

17 mai 1977 : blocage des voies d'accès à Usinor par plusieurs centaines de sidérurgistes. Pour le PCF, c'étaient des « gauchistes irresponsables ».

La politique de la direction du PCF suscite dans les rangs de ce parti des contradictions parfois vives, particulièrement depuis les élections. Contrairement à la présentation qui en est souvent faite, cette contestation n'est pas seulement le fait de quelques intellectuels parisiens. Au cours de notre enquête dans la fédération de Moselle du PCF, nous avons rencontré des militants ouvriers en contradiction avec la ligne de leur parti.

Une contestation qui ne s'exprime pas publiquement, mais qui n'en est pas moins vive. Il faut dire que les motifs ne manquent pas : l'attitude d'attentisme électoral du PCF, avant mars 1978, a favorisé la fermeture du haut fourneau d'Usinor-Thionville. Après l'échec de la gauche aux élections, les questions fusent sur la responsabilité du PCF dans le blocage de la mobilisation des travailleurs. D'autres sujets de contestation se font jour, comme l'attitude du PCF à la tête de la municipalité de Thionville, ou sa trahison de la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, suivie de grossières tentatives de récupération.

Autant de problèmes qui, conjugués à l'échec des partis de gauche aux élections, ont provoqué, outre des contradictions ouvertes, une baisse sensible de l'activité militante du PCF sur la région, et particulièrement sur la section de Thionville.

Avant les élections municipales de 1977, la section de Thionville du PCF comptait quelque 60 adhérents. En mars 1977, la mairie de droite cède la place à une municipalité d'Union de la gauche. Les socialistes et radicaux de gauche sont majoritaires d'une voix, mais le maire, Paul Souffrin, est du PCF. La majorité du conseil

### Une histoire de boulons

Quoi qu'il en soit de cette péripiétie, après la victoire de la gauche aux municipales, le PCF connaît un regain de son audience. Les 60 adhérents vont atteindre en quelques mois les

basculera en faveur du PCF lorsqu'un conseiller socialiste, pendant la renégociation du Programme commun, adhère à grands fracas au PCF. Une affaire pas bien claire, et qui incite des militants à se demander si le conseiller en question n'était pas déjà un sous-marin du PCF dès avant les élections.

400. Même s'il faut faire la part des choses, les adhérents n'étant pas tous militants, il n'en reste pas moins qu'une nette progression de ce parti s'effectue à ce moment. Rappelons qu'à l'époque, la situa-



Vacataires à l'université

## DEUX VOLONTAIRES PRENNENT LA RELEVÉ DE LA GREVE DE LA FAIM

Après vingt-deux jours de grève de la faim, Chantal Forestal, secrétaire de l'Association des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur, a interrompu cette action et a été hospitalisée à

Lariboisière dans un service spécialisé. Son évacuation ayant eu lieu dans l'après-midi de jeudi, deux autres vacataires ont immédiatement pris la relève au quatrième étage du centre universitaire Censier.

Judi après-midi, les accès aux étages du centre universitaire Censier étaient bloqués par les étudiants grévistes, qui avaient décidé de mettre sur pied des piquets de grève pour relancer leur action. Les revendications élaborées en assemblée générale dans la semaine précédente étaient toujours maintenues : annulation de la circulaire Bonnet dirigée contre les étudiants étrangers ; annulation de la mesure de suppression du système dit des « quatre cinquièmes », qui a pour conséquence d'allonger démesurément le temps nécessaire pour terminer les cycles d'étude ; soutien à l'action des enseignants vacataires. Malgré quelques difficultés rencontrées au début de la

semaine, et l'effacement du comité de grève élu une semaine plus tôt, l'action des étudiants continuait à accompagner celle des vacataires, soutenus également, côté enseignants, par le SGEN-CFDT.

La veille, un étrange incident s'était produit au quatrième étage. Un médecin, prétendant venir de Lariboisière, où travaille le docteur qui suit la grève de la faim de Chantal Forestal, avait prétendu ordonner son évacuation d'urgence. Renseignements pris, il s'agissait d'une personne dépêchée par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS). A cette occasion,

l'ANEVES demandait dans un texte « quel rôle fait-on jouer aux fonctionnaires de l'assistance publique ? » On peut se le demander, puisqu'il s'agissait de mettre fin contre sa volonté à l'action entreprise par Chantal, et puisque de surcroît il ne se trouvait à ce moment-là aucun lit libre dans le seul service de Paris spécialisé dans le traitement des jeûnes, une hospitalisation effectuée dans un autre service risquant de compromettre gravement la santé de la gréviste de la faim.

Cependant, l'action des vacataires de l'enseignement supérieur continue à se développer. C'est ainsi, particulièrement, que mardi dernier, ceux des trois

universités d'Aix-Marseille ont débrayé tous ensemble, bloquant pendant 35 minutes le rapide « Le Mistral » en gare Saint-Charles. Chantal, qui continuait jeudi après-midi, jour de son évacuation, à assumer toutes ses fonctions de secrétaire de l'ANEVES, nous a fait part de la détermination des vacataires, après une entrevue infructueuse au ministère, à poursuivre et à étendre l'action qu'ils ont entreprise, à mettre fin à la situation scandaleuse dont ils sont les victimes, en obtenant un salaire décent et un plan d'intégration dans les personnels de l'enseignement supérieur.

J.L.

Un otage contre la vérité

## PASCAL QUINQUETON CONDAMNE EN APPEL

Le 31 août dernier, dans un pavillon de Verrières-le-Buisson, Olivier Quinqueton était abattu par le propriétaire de la villa, prétextant la « légitime défense ». En fait, le cambrioleur était, au moment où il fut surpris, en train de lire dans la bibliothèque. Marcel Hucloux, l'homme qui a tiré sur Olivier, faisait l'objet quelque temps plus tard d'un non-lieu.

La mère de la victime n'avait pas accepté cette décision, et portait plainte pour faire toute la lumière sur les circonstances de la mort de son fils. Elle subira alors de multiples pressions, avec notamment l'arrestation de son autre fils, Pascal, frère jumeau d'Olivier. Entre les mains de la police, celui-ci reconnaîtra avoir visité trois pavillons de la région, tous sans propriétaire ou abandonnés. Tandis que Pascal est maintenu en prison, et que de « témoin » il devient « suspect », ses complices, par ailleurs aussi connus de la police, sont laissés en liberté. La détention de Pascal est donc bien une pression exercée contre la mère de la victime.

Le 12 janvier de cette année, Pascal comparait devant le Tribunal correctionnel d'Evry, pour les faits qui lui étaient reprochés. La procédure était annulée, et Pascal remis immédiatement en liberté : les droits de la défense avaient été bafoués. Les flics n'avaient pas respecté le délai de garde à vue, et s'étaient mis à jouer les procureurs, sans que Pascal ait pu se faire assister d'un avocat.

Le parquet décidait immédiatement de faire appel. La 10<sup>e</sup> Chambre de la cour d'appel vient de rendre son verdict : Pascal est condamné à un an de prison, dont 9 mois avec sursis (il est donc libéré, puisqu'il a effectué trois mois et demi de préventive) ; le jugement d'Evry est donc annulé, ses attendus aussi. La Cour d'appel passe ainsi l'éponge sur les excès des flics qui ont arrêté Pascal... On attend toujours la vérité sur les circonstances de la mort d'Olivier : la justice aurait-elle un penchant pour les tueurs qui prétendent agir en « légitime défense » ?

## ● Non à l'expulsion de Samir et Mogniss !



Une procédure d'expulsion a été engagée à l'encontre de Samir Ahmed Abdallah et Mogniss Ahmed Abdallah pour le motif de trouble grave de l'ordre public. Mogniss et Samir, de nationalité égyptienne, vivent en France depuis mai 1966 avec leurs parents et ont effectué toute leur scolarité dans ce pays, notamment au lycée Saint-Cloud et à l'université de Nanterre où ils sont étudiants, respectivement en troisième année de sociologie et en première année d'étude théâtrale. Insérés dans la réalité sociale française dans laquelle ils ont grandi avec leurs camarades français et immigrés de la deuxième génération, nés en France, ils sont poussés pour vivre à faire de petits travaux précaires et mal payés sans aucune garantie sociale. C'est pour avoir pris position politiquement que la police a engagé contre eux une procédure d'expulsion qui les coupera de leurs attaches et interrompra brutalement leurs études. Pour empêcher cette procédure de suivre son cours, une large mobilisation est lancée sur la région parisienne. Le 23 mars dernier, un cortège de soutien de plus de 200 personnes a manifesté au côté des sidérurgistes de Longwy, avec notamment l'appui de la section CFDT-Longwy. Pour un soutien le plus large possible, il y aura un rassemblement devant la préfecture des Hauts-de-Seine, à Nanterre, vendredi à 14 h 30.

Communiqué du comité de soutien à Mogniss et Samir  
14 rue de Nanteuil. 75 015 Paris.

PS : Les informations, affiches, tracts et pétitions sont disponibles dans les différentes permanences du comité, à Nanterre, Tolbiac, Jussieu, Vincennes et rue de Nanteuil.

## LES ETUDIANTS EN MEDECINE DE COCHIN- PORT-ROYAL DEMANDENT LA DESTITUTION DE MAURER

Au cours d'une assemblée générale, ce lundi, qui ponctue leur lutte contre la nouvelle réforme des études médicales préconisée par Veil, les étudiants de la faculté de Cochin-Port-Royal, à Paris, avaient frémis d'horreur en entendant les déclarations du doyen, le professeur Maurer. Celui-ci disait entre autres qu'il avait été fasciste et qu'il l'était encore, qu'il en était fier, qu'il était aussi raciste (mais on savait déjà que l'un ne va pas sans l'autre), qu'il était élitiste, et autres crapuleries. L'ancien de la Waffen SS, division Charlemagne, était mis alors sur la sellette ; refusant de démissionner selon l'exigence des étudiants et de divers profs, il n'était pas réélu le soir même au poste de doyen de la fac. Mais les étudiants estiment que cela n'est pas suffisant, et exigent que Maurer soit

destitué de ses fonctions de prof à la fac. Ils se trouvent encore des voix pour le défendre, défendre ses idées, défendre le fascisme ; notamment celui qui l'avait embauché en 1953 dans son service, et en connaissance de cause, le professeur Robert Merle d'Aubigné. Selon ce dernier, les idées dont se réclame son protégé, seraient « fondées sur le sacrifice de l'individu au bien général » ! Une curieuse façon de caractériser ce qui a motivé tant de crimes de la part de fascistes ou de nazis de tout bord.

Les étudiants en tout cas ne partagent pas son point de vue : « Le fascisme constituant un appel au meurtre et couvrant le génocide ne peut être considéré comme une opinion politique banale ». Et ils entendent obtenir gain de cause.

LA FEDERATION DE PARIS DU PCR ml  
VOUS ANNONCE L'OUVERTURE DE LA

### Librairie populaire

23 RUE SAINT-SAUVEUR ; 75 002 PARIS  
TELEPHONE : 508 82 87

OUVERTE TOUS LES JOURS DE 14 H A 20 H  
SAUF DIMANCHE ET LUNDI

Notre librairie vous propose :

1 - Un grand choix de livres dans les domaines suivants :

- Littérature française et étrangère, romans populaires.
- Syndicalisme, luttes ouvrières, histoire générale et histoire du mouvement révolutionnaire etc...
- Témoignages et essais sociologiques sur les conséquences de l'organisation capitaliste du travail, luttes écologistes, luttes des femmes, lutte contre la justice de classe, école, chômage etc...
- Situation internationale, luttes contre l'impérialisme (Afrique, Asie, Amérique du Sud, etc...)
- Analyse et théorie économique
- Tous les classiques du marxisme-léninisme et des ouvrages de référence sur la construction du socialisme.

2 - Les publications d'un très grand nombre d'organisations de masse : femmes, vie de quartier, organisations anti-impérialistes, etc...

- L'ensemble des publications du PCR ml et d'un certain nombre d'organisations politiques marxistes-léninistes françaises et étrangères.

- De nombreux ouvrages sur l'édification du socialisme en Chine ainsi que toutes les publications des éditions de Pékin (la librairie abonne à tous les périodiques chinois).

3 - Des débats seront organisés périodiquement, ouverts à tous et à toutes, dont les thèmes et les dates seront annoncés dans *Le Quotidien du Peuple*.

Thème du prochain débat : littérature prolétarienne (date non fixée à l'heure actuelle).

Nous vous invitons à venir nous voir, nous aider par vos suggestions et vos remarques. Toute personne désirant prendre contact avec la fédération de Paris du PCR ml peut le faire à la Librairie Populaire.

Achetez  
*Le Quotidien du Peuple*  
chaque jour  
dans le même kiosque

# La social-démocratie allemande se laisse-t-elle bercer par les «sirènes» soviétiques ?

● *Le débat actuel dans les milieux dirigeants ouest-allemands : un débat lourd de conséquences pour l'Europe !*

Par Anne RHEIN

En affirmant, il y a quelques jours, que le potentiel militaire soviétique aurait un caractère non pas agressif, mais défensif, le chef du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, Herbert Wehner, a déclenché une controverse sur la position du gouvernement de Schmidt par rapport aux problèmes de défense. On a pu voir par la suite que la position de Wehner est partagée par une frange non-négligeable de la social-démocratie ouest-allemande (même si celle-ci se distancie en paroles du discours de Wehner qu'elle critique surtout pour des raisons de formes) ; le chancelier Helmut Schmidt semble, lui aussi, être proche de cette position. On craint surtout, au

sein du SPD, que la «détente» ne marque un temps d'arrêt si Bonn devait donner son accord au stationnement des nouveaux systèmes d'armes de l'OTAN (les fusées à moyenne portée surtout) sur le sol allemand, et que, ainsi, la «politique de détente» pourrait se trouver remplacée par «une certaine disposition au conflit dans les relations Est-Ouest».

Au nom de la défense de cette politique, les dirigeants ouest-allemands ne sont-ils pas prêts à d'importantes concessions vis-à-vis de l'URSS ? Leurs propos récents posent en tout cas cette question avec acuité.

En remplaçant Brandt à la Chancellerie en mai 1974, Schmidt affirmait que «l'alliance avec les Etats-Unis» était le fondement de la politique extérieure ouest-allemande, et déclarait : «Ce n'est pas sans inquiétude que la République fédérale allemande observe les efforts croissants déployés, en matière d'armements, par le pacte de Varsovie». L'arrivée de Schmidt au gouvernement n'était pas sans rapport avec les difficultés de l'«Ostpolitik», la politique d'«ouverture à l'Est», pratiquée par son prédécesseur, depuis 1969.

## L'HERITAGE DE L'«OSTPOLITIK»

Cette politique avait été émaillée au début des années 70 par les traités avec Moscou et Varsovie, la «normalisation» des relations avec l'Allemagne de l'Est, ainsi que d'autres accords.

Cette politique allemande n'était pas séparable de la politique des Etats-Unis qui entendaient profiter des contradictions que leur rival soviétique pouvait rencontrer dans sa zone d'influence en Europe de l'Est, pour miner ses positions. En même temps, la RFA, comme d'autres impérialismes ouest-européens tels que la France, visait, en développant des relations directement avec des pays du bloc soviétique, à desserrer l'étreinte américaine sur l'Europe de l'Ouest, tout en espérant que les bourgeoisies des pays est-européens suivent une politique analogue à l'égard de leur dominateur soviétique.

C'est de retour d'URSS, en 1971, que Brandt affirmera : «L'Allemagne est devenue une nation adulte», tandis qu'en 1973, il évoquera ouvertement la possibilité de «divergences d'intérêt» entre l'Europe et les Etats-Unis, et se prononcera pour l'égalité entre une «Europe européenne» et les Etats-Unis.

Mais, en 1974, l'URSS apparaît comme bénéficiaire de l'«Ostpolitik» : malgré les contradictions, sa mainmise sur son «empire» ne s'est pas relâchée, alors que les liens tendaient à se desserrer entre les USA et les puissances d'Europe occidentale. Et puis, les USA, confrontés à la défaite que leur infligent les peuples du monde, notamment les peuples indochinois, vont s'efforcer de réaffirmer leur mainmise sur leur zone d'influence de l'Europe de l'Ouest.

L'«Ostpolitik» de Brandt, critiquée, est-elle pour autant abandonnée ? Il ne semble pas. Cette politique, qui a vu un développement considérable des relations de la RFA avec l'Europe de l'Est, sur les plans diplomatique, politique, économique (par exemple, la RFA est devenue le premier partenaire commercial occidental de l'URSS), a laissé des traces profondes. Même les chrétiens-démocrates de la CDU,

les plus critiques vis-à-vis de la social-démocratie, n'ont jamais remis en cause les accords signés dans le cadre de l'«Ostpolitik».

## LES RELATIONS AVEC L'EST DANS DES CIRCONSTANCES NOUVELLES

Alors qu'en 1974, la perspective d'une construction progressive d'une défense européenne autonome paraît définitivement abandonnée, la RFA proclame sa volonté de s'en remettre aux Etats-Unis pour assurer effectivement sa défense. Elle est ainsi, comme les autres pays ouest-européens, profondément tributaire de l'évolution du rapport de forces entre les deux superpuissances. Le fait que la superpuissance soviétique accroisse sa pression à l'échelle mondiale et en Europe, tend à favoriser un resserrement des liens USA-Europe de l'Ouest mais, le fait que les Etats-Unis se trouvent relégués à une position de plus en plus nettement défensive, pousse la RFA notamment, à ménager l'URSS.

Du fait de la position stratégique de la RFA au cœur du continent européen, en première ligne en cas de guerre en Europe, la bourgeoisie ouest-allemande entend éviter un conflit avec l'URSS, y compris en présentant aujourd'hui sous un jour avantageux les préparatifs de guerre de Moscou, préparatifs présentés comme «défensifs». Sans doute, même si l'URSS en a été la principale bénéficiaire, l'«Ostpolitik» a-t-elle servi aussi dans le passé, à la RFA, pour s'affirmer

sur la scène mondiale. Aujourd'hui, c'est évidemment toujours la recherche des meilleurs moyens de défendre ses intérêts impérialistes qui motivent la bourgeoisie ouest-allemande, dans ses relations avec l'Est. Mais, du fait notamment de l'accentuation des pressions soviétiques, la situation est bien différente de celle qui prévalait lors de l'«Ostpolitik» du début des années 70. Dans le contexte actuel, les ménagements de la RFA à l'égard de l'URSS présentent un aspect défensif très marqué, tandis qu'un certain nombre de déclarations des dirigeants ouest-allemands sont fortement teintées de positions «munichoises», de positions qui visent à monnayer la «sécurité» de la RFA contre une certaine caution à la politique des dirigeants soviétiques.

## LA COURTE ECHELLE AUX AMBITIONS SOVIETIQUES

Ainsi, la RFA, ces derniers temps, a souvent pris des positions plus «nuancées» que les Etats-Unis ou d'autres pays européens à l'égard de l'Union soviétique, qu'il s'agisse de la question des Droits de l'Homme (Schmidt a qualifié de «nuisible à la détente» la campagne engagée à un moment par Carter), de problèmes d'armement (la RFA hésitait par exemple à donner son accord au stationnement de la bombe à neutrons en Allemagne ; question qui, selon elle, devait être tranchée par les Etats-Unis), ou des relations avec la Chine : «Le gouverne-

ment fédéral ne connaît pas de carte chinoise» devait déclarer le ministre d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, Dohnanyi, soulignant ainsi comme Schmidt l'a fait à plusieurs reprises, que les relations commerciales avec la Chine ne doivent se faire à aucun prix aux dépens des relations avec la superpuissance soviétique. Au chantage soviétique de ne pas livrer des armes à la Chine, Schmidt a répondu que le gouvernement fédéral n'en avait «nullement l'intention». «Personne ne doit tomber dans l'erreur de penser que des tensions en Asie pourraient être utiles à l'Europe».

Derrière une telle attitude, derrière de telles affirmations ne se cache-t-il pas une dangereuse sous-estimation des visées agressives de l'URSS ? Schmidt n'a-t-il pas félicité les dirigeants de l'Union soviétique pour le «sang-froid» dont ils auraient fait preuve lors de la contre-attaque chinoise au Vietnam, ne le cédant ainsi en rien à Wehner, le chef du groupe parlementaire de la social-démocratie ouest-allemande, qui, à la télévision hongroise, devait affirmer : «Je le dis ouvertement : si l'Union soviétique, c'est-à-dire ses personnalités dirigeantes, ont réussi à ne pas répondre à de telles provocations, ceci est une bénédiction pour l'humanité». Et selon le vice-président du groupe parlementaire du SPD, Ehmke, le fait que l'URSS aurait réagi «avec une discrétion exemplaire à l'action militaire de la Chine» montrerait que «l'affirmation

comme quoi la politique extérieure de l'Union soviétique serait expansionniste, est tout simplement fautive».

Schmidt a déclaré lors du récent débat parlementaire sur le désarmement que la «sécurité de la République fédérale n'a jamais été plus grande qu'en cette année 1979» et qu'il ne pourrait être question d'«armer d'abord pour désarmer ensuite» ; il s'est dit favorable au «dialogue» avec l'URSS et à la proposition soviétique d'un pacte de non-agression entre les pays ayant participé à la CSCE, (Helsinki, puis Belgrade). Wehner a affirmé quant à lui que, certes, «il existe une philosophie selon laquelle une menace viendrait de l'Union soviétique. Moi, je le conteste. De son potentiel, il faut en discuter avec elle, mais c'est défensif et non pas agressif» ; il s'est exprimé par ailleurs contre le stationnement des fusées à portée moyenne sur le sol allemand parce que «ceci risque non seulement de mettre en cause mais d'annuler une partie décisive de nos efforts pour la sécurité».

De leur côté, les dirigeants des Jeunesses socialistes, les «Jusos», ont déclaré que le stationnement des armes nucléaires de l'OTAN en RFA «signifie en finir avec la détente, accepter l'éventualité de conflits militaires en Europe».

En voyant dans le déploiement du dispositif de l'OTAN et de l'impérialisme US, la seule source de tension et de conflits futurs en Europe, on peut se demander si les dirigeants socio-démocrates ne comptent pas défendre les intérêts de l'impérialisme ouest-allemand par un certain rapprochement avec les positions soviétiques.

Certains parlent aujourd'hui du danger à terme de neutralisation, de «finlandisation» d'une Allemagne réunifiée sous la coupe soviétique. Il est certainement trop tôt pour en juger aujourd'hui. Pourtant, et bien que tout projet de «neutralisation» soit démenti par les dirigeants socio-démocrates, certains indices permettent de penser que la social-démocratie au pouvoir à Bonn songe, pour l'avenir, à une telle possibilité. Wehner, sans parler de réunification, trace le projet d'une «confédération ou d'une communauté économique» avec la RDA, Egon Bahr, avec Brandt à l'initiative de l'«Ostpolitik», a dit dans une interview que, grâce à des accords entre les Etats-Unis et l'URSS «garantissant la paix», «des concertations au-delà des alliances pourront devenir de plus en plus importantes, et, dans cette évolution, la question allemande pourra revenir à l'ordre du jour».

Un progrès dans les MBFR (1) surtout dû à des initiatives ouest-allemandes et suite auquel le potentiel militaire ouest-allemand se trouverait réduit, semble ouvrir, pour les socio-démocrates, une possibilité d'avancer vers la réalisation d'un tel projet. D'une telle perspective, il ressort surtout actuellement l'intérêt que pourrait y trouver le social-impérialisme qui pourrait, à travers cela, avancer d'un pas non-négligeable vers le contrôle de l'Europe.

(1) MBFR : négociations sur la réduction des forces en Europe.

## Un épisode marquant dans les relations URSS - RFA

On avait vu, lors de la visite de Brejnev en RFA en mai 1978, comment l'Union soviétique, profitant de la situation spécifique de la RFA, avait su exercer des pressions auxquelles l'Allemagne fédérale n'a opposé qu'une faible résistance.

Rappelons que cette visite s'effectuait à un moment où les dissensions entre les Etats-Unis et la RFA en matière de défense étaient plus importantes que jamais, où l'Allemagne fédérale espérait donc engager un dialogue direct avec l'URSS pour promouvoir la «détente», sans être toutefois bien à même de s'affirmer face à cette superpuissance - vu sa dépendance quasi totale du «parasol nucléaire» américain.

La révélation, peu avant la visite de Brejnev en RFA, du projet américain d'abandonner en cas de guerre avec l'URSS un tiers du territoire ouest-allemand, la décision prise par l'administration Carter, au même moment, de ne pas déployer la bombe à neutrons en Europe après avoir obligé l'Allemagne à s'engager sur cette question à un point que celle-ci ne souhaitait pas, ont d'autant plus exposé la RFA aux pressions du Kremlin. Cela permit effectivement à Brejnev de faire de cette visite une grande manifestation de propagande soviétique sur la «paix» et la «détente», tout en faisant pression

sur les autorités ouest-allemandes pour aller, «dans l'intérêt de la détente», encore plus avant dans la coopération économique.

En effet, condamnant «une certaine méfiance» dans les milieux d'affaires en RFA qui n'auraient pas «compris les avantages des grands projets à long terme», réclamant «un second souffle» pour la coopération avec la RFA, premier partenaire commercial occidental de l'URSS, le Kremlin a fait de la coopération économique la pierre de touche de la «détente». Qu'il s'agisse de la question de Berlin ou de la limitation de l'armement en Europe, de bonnes relations avec l'URSS, a souligné Moscou, passent par le renforcement de la coopération.

Un des résultats tangibles du voyage de Brejnev fut l'accord-cadre de 25 ans sur la «coopération économique», «fondement matériel solidement établi des relations bilatérales» comme le proclamait la déclaration commune. A ce contrat, qui inclut par exemple la construction en URSS par la RFA du plus gros complexe sidérurgique du monde, se trouvent liés expressément les accords dits de «compensation» par lesquels l'URSS ne paie non pas en espèces, au comptant, mais par des marchandises soviétiques, ce à quoi les industriels ouest-allemands s'étaient jusque-là opposés.

## IRAN

# REFERENDUM ISLAMIQUE

## Quatre minutes d'antenne pour les révolutionnaires !

Vendredi, 24 millions d'électeurs ont été amenés à se prononcer sur la question suivante : «*Etes-vous d'accord pour qu'un gouvernement islamique remplace l'ancien régime et que la constitution soit appuyée par le peuple ?*» Cette formulation antidémocratique qui laisse entendre que tous ceux qui ne veulent pas d'une République islamique sont des partisans de l'ancien régime, est vigoureusement dénoncée par l'ensemble des organisations révolutionnaires qui appellent à l'abstention. La campagne qui a précédé le référendum a été dominée par les religieux, les organisations progressistes et révolutionnaires n'ayant droit pour chacune d'entre elles qu'à 4 minutes d'antenne pour exposer leur position. Le résultat du vote ne sera connu que dans deux semaines, mais celui-ci ne laisse aucun doute. Par ailleurs, les Kurdes se sont prononcés en faveur de l'abstention, comme l'a fait savoir un de leurs dirigeants : l'ayatollah Hosseini. Au Turkménistan, les combats se poursuivent malgré un

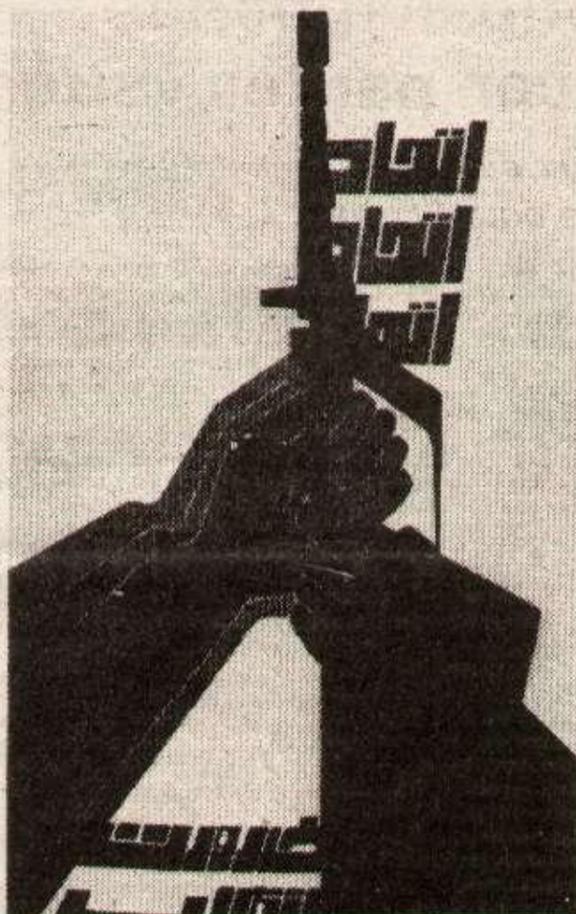
Il n'y a pas eu de véritable campagne pour préparer le référendum islamique, si l'on excepte la propagande intense des religieux en sa faveur, les autres formations politiques n'ayant pas eu véritablement les moyens de s'exprimer par des voies légales. Reproduisant et diffusant largement les déclarations et les discours de l'ayatollah en faveur de la république islamique, les comités Khomeiny ont donné le ton du déroulement de ce référendum. A la suite des manifestations des femmes contre le port du tchador, au cours desquelles le nom de Goltzadeh, le directeur de la radio-télévision partisan du voile, fut conspué, des comités se sont constitués et ont fait circuler des pétitions en sa faveur. Au même moment, certains religieux réactionnaires se livraient à des attaques contre les femmes lors des manifestations, blessant certaines à coups de couteau. Des exactions ont également été commises contre une exposition d'affiches révolutionnaires organisée par les Fedayin du Peuple, certaines librairies progressistes ont également été attaquées, des fanatiques religieux se livrant à des autodafés de livres marxistes.

### LA POSITION DES ORGANISATIONS POLITIQUES

Lorsque des organisations ont tenu des rassemblements pour dénoncer les conditions antidémocratiques du déroulement du référendum, elles ont dû affronter des manifestations d'anticommunisme de la part de certains religieux. Et chaque courant

politique — en dehors des religieux qui contrôlent radio et télévision — n'a eu droit qu'à quelques minutes d'antenne pour faire connaître sa position sur le référendum. Ces procédés, de même que l'ensemble du déroulement de la campagne et la formulation de la question posée au référendum, ont déclenché de nombreuses protestations chez les travailleurs, allant jusqu'à déclencher des grèves contre ces pratiques. Dans le Nord du pays, des paysans ont protesté contre Khomeiny. Parmi les organisations révolutionnaires, les Fedayin se sont prononcés pour le boycott du référendum. Le 13 mars, un porte-parole de cette organisation faisait la déclaration suivante au *Journal de Téhéran* : «*Il faut avant le référendum que tous les agents et organes de l'ancien régime aient disparu et que les différents groupes puissent utiliser la radio et la télévision pour faire connaître leurs opinions. Les électeurs doivent avoir la possibilité de voter pour le gouvernement de leur choix. Ce n'est malheureusement pas le cas avec le référendum prévu*». L'Union de lutte pour la création du Parti de la classe ouvrière, organisation marxiste-léniniste, s'est prononcée pour l'abstention au référendum.

Parmi les partisans d'une république islamique, on retrouve côte à côte le Front national et... le parti Toudéh (parti révisionniste) qui tente par tous les moyens de s'infiltrer dans le gouvernement. Ce dernier «justifie» sa position en avançant que Lénine a déclaré que les religieux peuvent ren-



Une des affiches de l'exposition organisée par les feddayin du peuple : unité, unité, unité, nécessité pour la révolution. Cette exposition d'affiches révolutionnaires a été attaquée par les religieux réactionnaires.

cessez-le-feu conclu dans la nuit de mardi à mercredi. D'autre part le ministre iranien de la Défense a fait savoir que certains conseillers militaires américains pourraient être rappelés en Iran pour assurer la maintenance des armements sophistiqués.

trer au parti communiste... Pour les révisionnistes iraniens qui interprètent cette citation à leur façon, les «*communistes*» peuvent donc aussi rentrer dans le parti des religieux !

L'organisation des Moudjahidin a exprimé son désaccord avec la formulation et le déroulement du référendum ; cependant elle appelle à voter en faveur de la république islamique, tandis que le Front national démocratique (récente scission du FN) appelle à l'abstention. L'ensemble des minorités religieuses (catholique, protestante et israélite), à l'exception des musulmans sunnites (Kurdes et Turkmènes sont de rite sunnite) appellent à voter en faveur de la république islamique.

### LES TRAVAILLEURS MOBILISES

Recherchant dans le résultat des référendums une

légitimation de leur pouvoir, les religieux ont néanmoins dû reculer dans la dernière période sur un certain nombre de points : annulation du port du voile, fin des procès non publics, etc. C'est par la lutte que les femmes ont obtenu la remise en cause de certaines mesures discriminatoires ; les travailleurs eux aussi restent mobilisés ; certaines usines se sont mises en grève contre le référendum créant des comités dans les entreprises. A l'usine de construction automobile, Iran National, les ouvriers se sont mis en grève pour obtenir de participer à la gestion de l'usine. Bazargan, en visite à la raffinerie d'Abadan, a déclenché les huées des ouvriers en leur demandant «*d'empêcher la création du parti communiste*».

Frank ROUSSEL

## Meeting de solidarité avec le peuple érythréen

Avec la participation de Nahfi Kurdi

représentant en France du FPLE

VENDREDI 30 MARS A 20 H 30  
CERCLE BERNANOS,  
ESPLANADE STRASBOURG

Projection du film *Notre révolution*  
A l'appel du CEDETIM, LCR, OCT, PCML, PCR ml, PSU.

## Nouvelles d'Irlande

### ULSTER : EMBUSCADES ET ATTENTATS SE SUCCEDENT

A Belfast, on est installé dans la guerre. Mais les soldats britanniques donnent des signes de lassitude, ils tentent de confier leur rôle à la police RUC (Royal Ulster Constabulary). Cependant, cette dernière n'a pas les moyens militaires de s'opposer aux attaques de l'IRA qui bombarde les commissariats au mortier. A Crossmaglen, le 1<sup>er</sup> mars, les policiers des RUC n'ont eu la vie sauve qu'avec l'intervention des soldats britanniques, tandis que deux semaines plus tard, leurs pertes s'élevaient à un mort et 6 blessés à Newton Hamilton. Les embuscades et les attentats à la bombe se succèdent, au rythme d'une quinzaine pour la seule journée du 22 mars en Ulster. Faut-il mettre sur le compte de l'IRA l'attentat de Richard Sykes, ambassadeur de Grande-Bretagne aux Pays-Bas ? Bien que ce «*diplomate*» fut envoyé à Dublin en 1976 pour enquêter sur l'exécution par l'IRA de l'ambassadeur britannique en Irlande du Sud, et qu'il fasse partie des Services secrets de «*Sa majesté*», il n'est pas possible de conclure actuellement à la responsabilité de l'IRA dans cet attentat. Fait d'autant plus troublant, un journaliste réactionnaire du très conservateur *Financial Times*, mettait en garde ses lecteurs début mars contre les agents ou sympathisants de l'IRA qui, disséminés en Hollande et en Belgique, pourraient se livrer à des attentats. S'agit-il là de révélations faites par un journaliste bien informé, ou faut-il y voir une opération de propagande téléguidée par les services de renseignement britanniques, afin de faire passer des provocations futures pour d'authentiques opérations de l'IRA ? Ce n'est pas la première fois qu'on essaye de faire passer sur le compte de l'IRA une action qu'elle ne revendique pas, comme l'attentat à la bombe de Yeovil en Grande-Bretagne.

### IRLANDE DU SUD : «LUTTE SUR TOUS LES FRONTS»

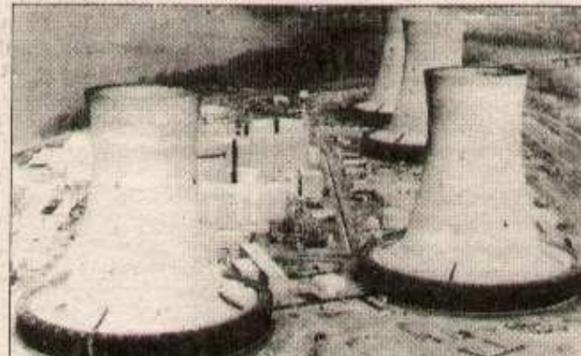
Le mouvement d'opposition contre la politique fiscale du ministre des Finances d'Irlande du Sud, Colley, s'amplifie. 200 000 travailleurs ont manifesté contre la lourdeur des impôts le 20 mars, à Dublin. Les forces républicaines qui, début 1979, avaient lancé le mot d'ordre de «*lutte sur tous les fronts*» enregistrent à cette occasion un succès. Le mouvement social est tel que certains comparent la mobilisation actuelle à la grève générale de 1913. Les autorités parlent de remettre en application la législation d'urgence, complétée en 1976. Cet arsenal répressif autorise :

- les fouilles à tout instant et en tout lieu ;
- la détention sans accusation pendant 7 jours ;
- l'arrestation par un militaire et le passage devant un tribunal d'exception ;
- une condamnation jusqu'à 7 ans de prison, sur simple témoignage d'un officier de police ;
- une condamnation à plusieurs mois de prison pour refus de répondre à un interrogatoire.

L'agence de presse de l'IRA Provisoire a fait savoir dernièrement que les journalistes et visiteurs étrangers sont fréquemment interpellés et interrogés par la «*Special Branch*» (police politique). Le gouvernement d'Irlande du Sud s'oppose ainsi lui aussi à ce que soit connue à l'étranger la situation qui prévaut dans le pays.

Paddy Mc LAUGHLIN

## Les suites de l'accident nucléaire aux USA



Après l'accident de la centrale nucléaire aux USA, l'inquiétude grandit sur les risques mal maîtrisés de la production d'énergie nucléaire. Le réacteur accidenté à la centrale de Three Mile Island, fonctionne sur quasiment le même type que ceux utilisés en France.

Depuis quatre ans, c'est le neuvième accident dans une centrale aux USA. Actuellement, cinq centrales américaines sont fermées sur ordre de la Nuclear Regulatory Commission. Cette même commission avait indiqué que le rapport Rasmussen (estimant qu'un accident grave était hautement improbable) n'était pas crédible.

On apprenait vendredi matin que 1 600 000 litres d'eau étaient pollués dans une rivière voisine de la centrale accidentée.

Le quotidien du peuple

# A LIVRES OUVERTS

## LE TURBOT DE GÜNTER GRASS

### «Je t'offre des siècles»

Une interview au Quotidien du Peuple

Günter Grass est, avec Heinrich Böll, un des romanciers allemands contemporains les plus en vue. Son dernier roman *Le Turbot* sort aujourd'hui en France.

Dans cette œuvre truculente, pleine d'humour, mais d'une lecture difficile, la fringale de vie ne masque pas le pessimisme. Grass cherche dans des siècles d'histoire une possibilité d'élargir un présent qu'il juge étriqué. Nettement engagé aux côtés de la social-démocratie, il exprime à sa manière, le manque de perspectives d'une certaine gauche allemande.

Vendredi soir sur Antenne 2 à 21 h 30 Günter Grass est l'invité de Bernard Pivot.

Vous reprenez dans votre roman un vieux conte allemand. Mais vous le transformez. Dans la légende, il s'agissait d'un poisson qui avait offert à un pêcheur la possibilité de réaliser ses vœux si celui-ci le remettait en liberté. Mais à cause des exigences démesurées de la femme du pêcheur, jamais satisfaite, le couple retombe dans la misère. Dans votre roman, le turbot, capturé à l'âge de pierre, à une époque où règne le matriarcat, promet de soutenir la cause des hommes si le pêcheur le libère. Ainsi peu à peu l'histoire échappe aux femmes. Vers 1970, le Turbot est capturé par des féministes qui refusent de le libérer alors qu'il leur promettait dorénavant de défendre la cause des femmes. Il est traduit devant un tribunal féministe.

lin dans la personne du poisson parlant, et en ne le faisant pas exister de façon simplement statique, mais en l'intégrant dans l'action par le tribunal, par le rôle qu'il joue au cours du processus historique quadrillé.

#### L'éclatement de l'histoire

Ce sont les fils conducteurs. Votre roman est difficile à lire pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'il y a plusieurs récits qui s'enchangent. Par exemple vous êtes à la fois le narrateur dans le roman et les différents personnages masculins qui interviennent au cours des histoires : vous êtes le pêcheur de l'âge de pierre, l'armurier du 14<sup>e</sup> siècle, etc... Mais la lecture est également rendue difficile par le fait que le déroulement des événements n'est pas présenté dans un ordre chronologique. Au contraire vous faites éclater la notion de temps historique : les histoires se superposent, comme si tout se mélangait. Pourquoi préférez-vous ainsi l'histoire ?

Oui, ce beau conte dramatique est finalement extrêmement misogynne, car lisebill, la femme du pêcheur, se montre querelleuse, cupide, telle une hyène consommatrice. Dans mon livre je tente de raconter l'autre vérité, la contre-version, en partant du fait que ce sont les hommes qui ont toujours voulu davantage, qui ont toujours voulu être plus puissants. Ainsi le Turbot est l'anti-version du conte de Grimm tel qu'il nous a été transmis.

Ce procès du turbot capturé par des féministes est un des fils conducteurs du roman. Mais il y en a d'autres : vous racontez l'histoire de la nourriture depuis l'âge de pierre jusqu'à nos jours, ainsi que l'histoire des rapports de l'homme et de la femme.

Ce qui m'intéressait justement, c'était de présenter ce qui, pour moi, était clair, dès le début du livre, comme donnée fondamentale : le monde est fixé unilatéralement, et trop unilatéralement, par les hommes ; toute notre morale, notre conception du pouvoir et de l'histoire, toute la philosophie, l'institutionnalisation et la religion sous forme d'église sont dominés par les hommes. Et comme, en traitant de mon autre sujet principal, l'histoire de la nourriture, je souligne aussi la participation des femmes au processus historique, il m'importait de rendre maintenant vivant et tangible, sur les plans esthétique et narratif, de présenter en relief, ce que j'avais compris abstraitement. Et cela ne pouvait me réussir qu'en faisant appel à ce conte, en personnifiant ce principe mascu-

signifie appauvrissement, rétrécissement de notre faculté imaginative.

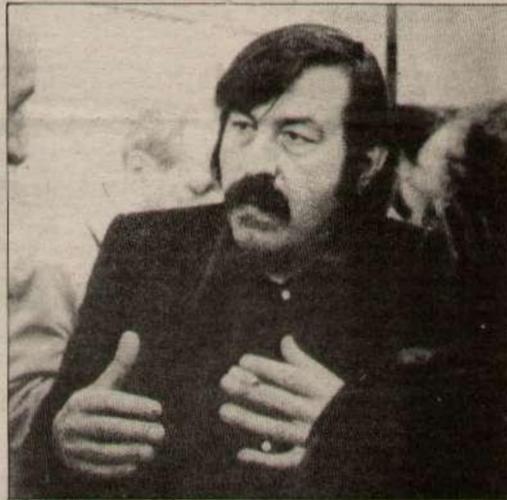
Le résultat c'est qu'il y a omniprésence de toutes les époques. Vous englobez dans le même temps une révolte au Moyen-âge et la révolte des ouvriers de Danzig en Pologne en 1970.

Contrairement à la notion hégélienne de l'histoire, je vois dans l'histoire, en dépit du caractère chaotique des événements, un élément fortement statique ; l'exemple de Danzig montre qu'en fait seuls les noms des bonzes ont changé, les manifestations de l'oppression sont restées les mêmes. Autrefois, les patriciens opprimaient les corporations et les corps de métier ; aujourd'hui, les bonzes du parti oppriment les travailleurs polonais, qui, tout comme les corporations, veulent s'autogérer. Prenons l'exemple du chapitre consacré à Calcutta : en même temps que je m'évade dans la situation asiatique du Moyen-âge, le 20<sup>e</sup> siècle est présent ainsi que le 13<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup>. Parce que c'est déjà une situation où l'on décèle un retour. Ainsi, pour moi, il n'y a pas de notion figée de progrès qui se greffe sur le processus historique, mais le processus historique dans le sens le plus large du terme, (y compris l'histoire de la nourriture) permet de se connaître soi-même dans les limites des possibilités humaines.

#### La nourriture, une donnée fondamentale

En quoi l'histoire de la nourriture est-elle fondamentale ?

Quand j'ai commencé le livre, cela a été le sujet principal : raconter l'histoire de notre nourriture. Notre historiographie qui est totalement dominée par les hommes, raconte, en fait, seulement et exclusivement l'aspect politique du pouvoir : dynasties, guerres, conclusions de paix, idéologies et crises de gouvernement, scissions de partis etc - mais ce qui était et est encore la base de l'existence humaine, la question de la nourriture, n'y figure pas, si ce n'est éventuellement et de façon anecdotique tout à fait en marge. Et comme je suis d'avis que la nourriture a eu une influence beaucoup plus grande sur l'histoire humaine que l'historiographie ne le fait apparaître, j'ai conçu ce livre contre l'historiographie traditionnelle. On peut prouver que - pour citer un exemple - l'introduction de la pomme de terre en Prusse a, tant sur le plan sociologique, social, que politique, changé davantage les choses que les batailles de la guerre de Sept ans, guerre sur laquelle nous savons absolument tout. Cet aspect n'est pas apprécié à sa juste valeur, bien que l'on puisse prouver que cette évolution importante n'est pas issue de ces batailles, mais du lent processus



Günter Grass

de fut l'introduction d'un second aliment. Avant, il n'y avait que du millet pour les pauvres gens, et maintenant s'y ajoute la pomme de terre, ou, dans le Sud, le maïs. Car, dans le livre, il ne s'agit pas d'un voyage culinaire, je n'y présente pas la cuisine des gourmets, mais je raconte ce que la masse des gens a mangé, les gens simples, et bien sûr aussi les liens entre, par exemple, la nourriture, l'érotisme et la culture, et aussi l'inversion de la nourriture, les excréments.

Il s'agit d'un livre qui rétablit les liens, en montrant que la nourriture n'est pas simplement processus rationnel de saturation, mais base de notre culture. Nous nous distinguons des bêtes entre autres parce que nous préparons notre nourriture au lieu de l'engloutir crue.

#### La catastrophe du Tiers Monde.

Dans un chapitre, Vasco de Gama revient à Calcutta au 20<sup>e</sup> siècle. La situation de cette ville, où la misère ne cesse de croître, où les enfants ne cessent de naître, semble provoquer en vous une certaine angoisse. Cela vous fait peur ?

C'est une situation qui ne se limite pas au seul Calcutta, car Calcutta est ce qui se passe partout dans le monde : l'explosion démographique qu'on ne peut plus arrêter et les catastrophes qui l'accompagnent, puis-que pour plus de la moitié de la population du globe, la sous-nutrition est prédominante.

Vous présentez cette situation comme une catastrophe devant laquelle vous vous sentez impuissant.

Oui, c'est la capitulation de notre notion occidentale et civilisée de la raison face à ce qu'elle a contribué à mettre en place. Le monde n'a jamais été aussi bien équipé qu'aujourd'hui ; quant à l'information, aux transports, au stockage des réserves, nous sommes, théoriquement, en mesure de nourrir l'humanité. Mais nous ne le faisons pas. Rien ne se passe, et plus de la moitié de la population mondiale est constamment en état de sous-nutrition. C'est ce contraste que je veux montrer. Moi non plus, je ne peux pas indiquer de solution, mais en tant qu'écrivain j'ai la possibilité, avec la langue et toutes les possibilités de la langue, de rendre évident, compréhensible, plastique ce qui reste pâle et abstrait si on ne se réfère qu'à la statistique. Car, statistiquement, nous connaissons tout cela.

d'hui ; quant à l'information, aux transports, au stockage des réserves, nous sommes, théoriquement, en mesure de nourrir l'humanité. Mais nous ne le faisons pas. Rien ne se passe, et plus de la moitié de la population mondiale est constamment en état de sous-nutrition. C'est ce contraste que je veux montrer. Moi non plus, je ne peux pas indiquer de solution, mais en tant qu'écrivain j'ai la possibilité, avec la langue et toutes les possibilités de la langue, de rendre évident, compréhensible, plastique ce qui reste pâle et abstrait si on ne se réfère qu'à la statistique. Car, statistiquement, nous connaissons tout cela.

#### Quelle alternative ?

A la fin du Turbot vous écrivez : «Les hommes déclenchent les conflits. Qu'est-ce qui pousse les hommes à s'entre-détruire ?»

Faut-il comprendre que les femmes représentent une alternative face à l'échec des hommes ?

C'est, il me semble, le trait ironique et, si on veut, positif dans ce livre, à savoir que *Le Turbot* en a marre des hommes, qu'il regrette de les avoir conseillés, et qu'il déclare à la fin vouloir désormais ne conseiller que les femmes. Ce qui en ressortira, je n'en sais rien.

Qui mais pourtant *Le Turbot* accuse également les femmes ?

Il les accuse de ne pas avoir opposé de protestations efficaces aux actes de folie masculine, alors qu'elles en furent les véritables victimes comme pendant la première et la deuxième guerre mondiale. Il les accuse de ne pas avoir fait preuve de la force politique nécessaire pour empêcher cela.

Les hommes sont à bout, ils sont désarmés, ils ont fait faillite. Les fem-

mes n'ont pas fait leurs preuves. Quelles sont d'après vous les perspectives d'avenir ?

Ce serait à mon avis, que ce potentiel féminin inutilisé puisse faire ses preuves, non pas en prenant la relève des hommes, car ceci ne serait qu'une inversion de l'histoire, mais en développant des idées féminines qui soient une alternative dans tous les domaines : politique, économie, morale. Des conflits, il y en aura toujours. Mais jusqu'à maintenant, seuls les hommes ont réagi aux grands conflits, et après avoir mené leurs négociations, ils ont ouvert la bataille.

Le comportement différent des femmes est apparu par exemple chez la Lysistrata d'Aristophane, comme dans le mouvement des femmes irlandaises.

Le Turbot propose ironiquement aux femmes de former, à l'image des couvents, des sociétés de femmes qui seraient en mesure d'exercer une certaine pression sur la société de consommation, pour ne parler que de cet aspect partiel. Car le terrorisme que nous vivons, ce n'est pas seulement un terrorisme de guerres ou un terrorisme économique, nous sommes également exposés à un terrorisme de consommation, et dans ce domaine au moins, les femmes, justement par leur situation isolée dans le ménage, seraient-elles mieux à même de donner une nouvelle orientation, (gouverner...)

C'est tout de même une vision pessimiste des choses qui se dégage du livre.

Le Turbot dit que tout ce qu'il a donné à l'homme, son pouvoir, a contribué à l'autodestruction de l'homme sur le plan de la guerre d'abord. Mais l'homme est aussi en train de rendre inhabitable la terre, de polluer les mers et le turbot laisse entendre que, en fin de compte, la disparition de l'humanité ne pourrait que faire du bien à ce globe. Dans ce cas, dit-il, les mers pourraient respirer, se régénérer ; bientôt, tout serait désert et steppe et, quelque temps après, la nature serait de nouveau possible. Cela démontre également qu'une des raisons pour cette auto-destruction du monde provient du fait que l'homme - et certainement aussi grâce à la religion chrétienne - s'est compris comme le couronnement de la création, comme étant le centre. Et cela n'est pas ainsi. Si l'humanité devait disparaître, cela ne signifierait aucunement la fin de la terre ; mais tout de suite - et tout de suite veut dire : dans quelques dizaines de milliers d'années - ce globe dépeuplé serait habité par des espèces d'animaux, par la nature qui auraient leur propre beauté et vérité. Donc, c'est une relativisation de la position absolue de l'homme.

Propos recueillis par Anne RHEIN et Michèle ROUX

LE TURBOT par Gunter Grass Editions Le Saul 534 pages

# A LIVRES OUVERTS

## La littérature prolétarienne hier et aujourd'hui

Par J.P. Gaschignard

Entre les deux guerres, de nombreux débats ont eu lieu sur la question de la littérature prolétarienne. Pour le PCF, «littérature prolétarienne signifiait aussi littérature écrite par des intellectuels révolutionnaires, littérature marxiste. Pour un anarchiste comme Henry Poulaille, il s'agissait uniquement de la littérature de la classe ouvrière.

Bien que tout le monde ne mette pas le même sens sous cette expression, la réalité des livres écrits par des ouvriers dans une optique de lutte, littérature prolétarienne ou littérature ouvrière progressiste et révolutionnaire, existe et présente un intérêt politique certain. Elle est aujourd'hui presque totalement méconnue. Les récits de Constant Malva, de Henry Poulaille, de Georgette Guégen-Dreyfus, de Pierre Bochot et de dizaines d'autres sont presque entièrement oubliés. On n'a même pas l'idée qu'ils se différencient de l'Annuaire masse des

romans et récits qui se publient tous les jours tant par leur style que par leurs buts, par ce qu'ils peuvent nous apporter. Aujourd'hui, des livres comme celui de Georges Valéro, *Dans un bien-être sûr*, ou le témoignage de Charly Boyadjian récemment présenté ici, correspondent exactement aux critères les plus exigeants en usage dans les années 1930.

Nous nous proposons dans cette page, qui connaîtra une suite, de faire redécouvrir cette littérature oubliée, donner à lire les livres introuvables, présenter ceux qui sont encore disponibles, rechercher quel sens on peut leur donner, présenter et encourager ceux qui se font aujourd'hui. Nous souhaitons vivement que les lecteurs intéressés participent au débat, nous fassent part de ce qu'ils connaissent et surtout nous envoient leurs avis et leurs critiques.

### 1930-1939 : Des ouvriers écrivent.

Henry Poulaille, promoteur du groupe des écrivains prolétariens.



En 1928, *Monde*, l'hebdomadaire d'Henri Barbusse, entreprend une enquête sur la littérature prolétarienne : peut-elle exister ? En 1930, Henry Poulaille, écrivain ouvrier devenu lecteur dans une maison d'édition, publie *Nouvel âge littéraire* qui est à la fois une énumération d'écrivains ouvriers, sociaux ou progressistes et un manifeste pour une «littérature prolétarienne» à construire. Il prolonge son livre par la revue *Nouvel âge*. Les premiers débats commencent avec une lettre de Suzanne Engelson ; pour parler de «littérature prolétarienne», il faut définir le mot «proletariat» : «Il y a une distinction nette entre les termes de prolétariat et d'ouvrier. Le prolétariat, pris dans un sens de classe, d'action, est un ensemble qui a pris conscience d'un rôle historique à accomplir, et qui peut être formé par des éléments d'origine les plus diverses mais ayant une unité de conception et de buts. Poulaille, qui est anarchiste depuis les années dix, lui répond : «Il nous semble que l'on ne devrait pas mêler aussi délibérément l'écrivain né du prolétariat et celui qui s'intéresse à sa cause. En tout cas, je ne comprends pas que cela se fasse au nom de Marx. De même qu'il disait que l'émancipation des travailleurs serait leur œuvre à eux-mêmes, je pose

que la littérature qui dira le travail, la mine, la vie des champs, sera la littérature de ces hommes d'usine, des mines, des champs».

Dès le début, on utilise les mêmes mots dans des sens différents. Aucune discussion ne dépassera ce stade de la définition abstraite et il faut plutôt essayer de situer le mouvement historique et les bases de cette division. D'une part, en France, jusqu'à la guerre de 1914, sous la forme du roman «sociologique» des naturalistes, de Zola, quelques écrivains bourgeois ont eu l'idée que la littérature ne peut pas être séparée des questions sociales. D'autre part, dans les années 1920, la page littéraire de *L'Humanité* a encouragé systématiquement les écrivains ouvriers, dont Poulaille, et en a révélé toute une génération. En 1932, deux concours de récits ouvriers sont lancés, l'un par *Monde*, l'autre par *L'Humanité* qui reçoit plus de 800 envois et publiera les résultats en 1934 sous le titre «Des ouvriers écrivains».

#### LE PCF CONDAMNE POULAILLE

C'est en 1932 que les efforts s'organisent. D'une part, se crée autour de Poulaille, qui en est le promoteur, le Groupe des écrivains prolétariens, dont Loffier l'un des deux communistes du groupe, nous raconte l'histoire. Il rassemble une vingtaine d'auteurs. Il éclatera de lui-même en 1933 parce que certains de ses membres, en refusant la littérature de slogan, rejettent «toute orientation idéologique», refusent même d'appliquer à leur œuvre les idées qu'ils défendent en théorie.

D'autre part, au début de l'année, *L'Humanité* lance de violentes attaques contre Poulaille et ses amis. L'association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEARI), qui est fondée en mars sous l'impulsion du

#### LITTÉRATURE PROLETARIENNE, LITTÉRATURE BOURGEOISE

PCF, veut se baser sur «le mouvement des correspondants ouvriers, paysans et soldats (qui) demeure la source principale d'une littérature révolutionnaire prolétarienne» ; elle revendique l'exclusivité de la littérature prolétarienne, révolutionnaire ou pas : «Des éditeurs bourgeois lancèrent la littérature «proletarienne». Une revue à tendances fascistes : *Nouvel âge* lui fut consacrée. On réunit des littérateurs issus de la classe ouvrière, mais qui depuis longtemps avaient pour la plupart rompu tout contact avec le prolétariat révolutionnaire. Cette littérature dite «proletarienne» décrit la misère ouvrière, mais elle masque, dans son ensemble, la réalité de la lutte de classe. Or, la littérature prolétarienne sans solution révolutionnaire des antagonismes de classe ne peut être qu'un prêché d'obéissance et de soumission. A côté, et collaborant avec cette littérature prolétarienne, la revue *Monde* dont la ligne contre-révolutionnaire a été dénoncée (...), poursuit la même tâche et sert, dans le domaine de la littérature comme dans celui de la politique, les intérêts de la bourgeoisie». Plusieurs romans et nouvelles ouvrières révolutionnaires seront publiés par la revue de l'AEAR, *Commune*, mais les correspondants ouvriers, les rabcor, sont peu nombreux et connaissent assez vite des difficultés. Surtout, à partir de 1933, la politique de front commun puis de front populaire donnera dans l'AEAR une écrasante prédominance à l'action vers les écrivains bourgeois «compagnons de route», Romain Rolland, Gide, Malraux, etc., ralliés à la lutte contre le fascisme et à la «défense de la culture».

Quelles conclusions peut-on en tirer aujourd'hui ? Comme le dit Loffier, il n'existait pas en France de littérature révolutionnaire. Le groupe Poulaille est resté prisonnier de la confusion entretenue par les publicistes bourgeois ; les écrivains ouvriers qui y participaient n'ont pas su développer un travail autonome, pour approfondir leur action de littérature ouvrière. L'AEAR a rejeté les écrivains ouvriers non communistes, ni les acquis de la littérature ouvrière et par la suite n'a développé que l'action de front commun antifasciste. Les débats de cette époque ne sont jamais arrivés à maturité et n'ont jamais produit de résultats littéraires «concrets».

De ces discussions confuses et touffues, de très nombreuses prises de position qui ont eu lieu à l'époque sur la «littérature prolétarienne», la chronique de Paul A. Loffier est le meilleur - et d'ailleurs le seul - condensé qui soit : elle en fait l'historique, elle les résume, elle tire, dans la mesure du possible, les leçons des différentes déclarations. Aujourd'hui, pour qui s'intéresse à la littérature ouvrière et aux aspects politiques de la littérature, pour qui souhaite ne pas oublier ce qui a été fait dans les années 1930, ce petit livre est indispensable.

CHRONIQUE DE LA LITTÉRATURE PROLETARIENNE FRANÇAISE DE 1930 A 1939. Paul A. Loffier. 12 F à commander à : Plein Chant, Bassac 16 120 Chateaufort-sur-Charente.

A la fin du mois d'avril, un débat sera organisé à la Librairie Populaire, 23 rue Saint-Sauveur, Paris 2<sup>e</sup>, avec la participation de Loffier et d'auteurs actuels.

# GISCARD VEUT INTERDIRE LE DROIT DE MANIFESTATION !

Jeudi, au Conseil des ministres, le Président de la République a demandé au ministre de l'Intérieur de donner aux Préfets «les directives nécessaires pour refuser désormais les manifestations dans les centres des villes, dès lors que celles-ci ne présenteront pas des garanties absolues de sécurité». Or chacun sait que pour les autorités, il n'y a guère de

manifestation présentant de telles garanties. Autant dire que le droit de manifestation, un des droits les plus élémentaires de la démocratie, chèrement acquis par les travailleurs, est directement remis en cause par le gouvernement ! Cela, aucun travailleur ne peut l'accepter. Cette tentative doit rencontrer une riposte énergique !

Elle s'inscrit dans toute une série d'atteintes aux libertés syndicales. Ce sont les syndicats CGT et CFDT de Dubigeon à Nantes, lourdement condamnés pour la grève contre les pointeuses : 400 000 F d'amendes. C'est le syndicat CGT de Renault-Le Mans, condamné à 30 millions de francs, pour faits de grève. C'est aussi à Bertiet-Vénissieux six délégués (4 CGT, 2 CFDT), dont les dirigeants, sont en procédure de licenciement auprès des actions revendicatives et la séquestration par le personnel de deux directeurs. C'est, toujours à Lyon, quatre militants CGT et CFDT interpellés mardi à l'aube, après la manifestation contre l'Eurodroite, il y a déjà plusieurs semaines. Sans compter les interventions quotidiennes contre les travailleurs en lutte, qui sont expulsés de leurs usines ou traînés devant les tribunaux. Sans

compter les menaces contre les travailleurs des services publics, que ce soit à l'EDF ou aux PTT, à qui Raymond Barre conteste de plus en plus ouvertement le droit de grève, précisant par exemple : «Si de telles actions devaient se multiplier ou s'étendre, le gouvernement prendrait des mesures !»

C'est chaque jour que l'arsenal répressif du pouvoir est mis à contribution contre le mouvement syndical, les travailleurs, leurs libertés et leur droit de vivre, de lutter. Aujourd'hui, avec cette directive présidentielle, un pas plus grand vient d'être franchi, prenant prétexte de la manifestation du 23 mars à Paris. Mais là encore, comment ne pas rappeler l'énorme provocation policière de ce vendredi, le quadrillage total du quartier par les flics, leur sauvagerie contre l'ensemble des manifestants ! Avec

cette agression délibérée contre plusieurs milliers de travailleurs qui manifestaient contre le chômage, c'est bien l'ensemble du mouvement ouvrier qu'ils cherchaient à atteindre, à priver du droit élémentaire de manifester.

Dès jeudi, la CFDT invitait la CGT et la FEN à une réunion vendredi matin pour envisager la riposte. Elle précisait que d'ores et déjà, elle maintenait la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, et déclarait : «Le pouvoir, face à une crise qu'il est incapable de maîtriser, à un chômage qui inquiète et provoque la colère des populations, a choisi la voie autoritaire. Il s'en prend aux travailleurs qui défendent leur emploi et leurs revendications. Sa façade libérale vole en éclat et fait place à la répression. (...) La CFDT s'élève avec force contre ces atteintes aux droits des travailleurs et aux libertés

publiques...» De son côté, la CGT déclarait : «Il est impossible que les travailleurs, que toutes les organisations syndicales, que toutes les forces démocratiques, ne prennent pas ce problème en charge pour faire barrage, dès maintenant, à cette grave attaque.» A gauche, les protestations sont vives : Le PCF déclare qu'il «tient la menace giscardienne pour nulle», tandis qu'au PS, on parle de «décision alarmante». Reste à savoir quelle riposte ils entendent mettre en œuvre, quand on entend des gens comme Mauroy, maire PS, dire à la radio vendredi matin qu'il vaudrait mieux donner aux maires, plutôt qu'aux préfets, le droit d'interdire telle ou telle manifestation !

Face à cette menace, la riposte doit s'organiser, massive et rapide !

M.C.

## ● Tempête à Saint-Malo



La mer déchaînée à la suite d'une tempête de vent a provoqué des ruptures de la digue en plusieurs endroits à Saint-Malo. Un millier de maisons ont été inondées.

## ● Plusieurs milliers de manifestants à Lannion

Un rassemblement intersyndical de l'électronique suivi d'une manifestation regroupait le jeudi 29 mars plus de 3 000 personnes à Lannion (Côtes-du-Nord). «Du boulot, pas les flics» scandaient les travailleurs de l'AOIP de Guingamp. En effet, les forces de l'ordre avaient évacué la semaine précédente les cadres «retenus» par les grévistes. D'autres mots d'ordre : «Du travail, oui, du chômage, non», «Lorraine, Bretagne solidarité», «Chômage : ras-le-bol», étaient repris par le cortège où étaient représentés Ericsson Brest, LTT (Lannion), l'AOIP de Guingamp et Morlaix, la CIT Alcatel et la CGEE... Cette action s'inscrit dans la lutte contre le plan de licenciements prévu dans l'électronique en Bretagne, plan qui commence déjà par des réductions d'horaires et qui prévoit des milliers de licenciements d'ici 1982. Dans un secteur où l'on compte un grand nombre d'O.S. femmes et où les conditions de travail sont déjà médiocres, la lutte contre ce plan s'impose.

Corr. Lannion

## ● La fièvre aphteuse continue à s'étendre en Basse-Normandie

L'abattage des animaux continue en Basse-Normandie. C'est toute une région qui est touchée. L'inquiétude gagne les éleveurs de la région. Les 27 maires du canton le plus touché se sont réunis jeudi pour demander que «l'abattage systématique cesse et que soient épargnés les animaux ne présentant pas le symptôme extérieur de la maladie».

Aucune bête ne peut sortir du Calvados ; un cordon sanitaire a été établi autour du triangle Grandcamp-Port en Bessin, Bayeux, Saint-Lô. Les marchés sont interdits dans tout le département.

## ● Nouvelles des Radios de Longwy

Depuis lundi dernier, les émissions de Radio Lorraine Cœur d'Acier sont toujours brouillées. Mais devant le mouvement de colère de la population du Bassin, la gendarmerie a remplacé l'hélicoptère par un petit avion, de moindre puissance, depuis jeudi. Après une rencontre avec les animateurs de Radio SOS Emploi, ceux de Radio LCA ont décidé de suspendre leurs émissions au moment où Radio SOS Emploi émet, entre 18 h 45 et 19 h 40. De la sorte, le brouillage de fait de la radio CFDT par celle de la CGT, plus puissante, n'aura plus lieu, et les travailleurs pourront écouter les deux.

Par ailleurs, des débats fort intéressants ont lieu sur les ondes de RLCA, avec la participation sans exclusive de partis, syndicats et associations, qui doivent se poursuivre ; ils sont largement écoutés, y compris dans les usines !

## ● L'IDOLE DE PERDRIEL, DIRECTEUR DU MATIN

Au cours d'une émission sur France Inter, radioscopie, Chancel lui demandait dans quel homme Perdriel se reconnaît le mieux : Mit-

terrand ? Rocard ? «L'homme pour lequel j'ai le plus d'admiration c'est Mendès France». Par ailleurs il se définit comme «chrétien de gauche, bien que ne croyant pas en Dieu». Perdriel a aussi «une grande admiration pour Edmond Maire».

## MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

samedi 31 mars à 20 h à la Mutualité, salle B

Organisé par la GUPS (Union générale des étudiants palestiniens)

● pour condamner l'accord de «paix séparée» entre l'Egypte et l'Etat sioniste

● pour commémorer le 3<sup>e</sup> anniversaire de la journée de la Terre et le 11<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Karameh

## Chronique de l'opposition en URSS

### ● Mustapha Djemilev, leader des Tatars de Crimée, condamné pour la cinquième fois

Mustapha Djemilev a déjà passé dix des trente-cinq années de sa vie en prison. Son crime : lutter pour obtenir la reconnaissance des droits de son peuple, les Tatars, de se réinstaller dans sa terre, la Crimée. Déportés à la fin de la deuxième guerre mondiale, en Sibérie et en Asie centrale, parce que considérés comme coupables collectivement de la collaboration de quelques-uns avec les nazis, les Tatars luttent depuis cette époque pour retrouver leurs terres.

Mustapha Djemilev s'est retrouvé pour la cinquième fois devant le tribunal de Tachkent. Son procès était prévu pour le 1<sup>er</sup> mars 1979, et la veille, Sakharov s'envolait pour Tachkent, dans l'intention d'y assister. Mais le jugement n'eut pas lieu et on déclara, sans explication, qu'il était reporté au 13 mars. Néanmoins, contre toute attente, le procès s'ouvrit le 6 mars, en l'absence de l'avocat de la défense. Djemilev lui-même conduit dans la salle d'audience sur une civière — il faisait la grève de la faim depuis son arrestation — refusa de participer à l'audience.

Djemilev était soumis à une contrainte de contrôle administratif, et on lui reproche d'avoir tenté de prendre l'avion pour Moscou, le jour même où se terminait sa peine de contrôle administratif. On lui reproche aussi d'avoir refusé, en janvier 1979, de laisser la police perquisitionner chez lui de nuit.

Djemilev a été condamné à quatre ans de bannissement. Sa peine a été confirmée en Cour d'appel. Au même moment, deux cents Tatars de Crimée venaient protester, une fois de plus, à Moscou contre le refus des autorités de ne pas leur permettre de retourner en Crimée. Arrêtés le 15 mars, ils étaient expulsés et placés de force dans différents trains en direction de l'Ouzbékistan.

### ● Suicide de l'historien ukrainien Mikhaïl Melnik

Le 6 mars 1979, en Ukraine, le KGB a procédé à une série de perquisitions chez des membres et des sympathisants du groupe Helsinki, parmi lesquels l'historien ukrainien Mikhaïl Melnik. Aussitôt après la perquisition, Melnik s'est donné la mort en avalant du poison. En 1972, Melnik s'était vu supprimer sa bourse de chercheur, et en 1973, il avait été licencié de son emploi dans l'école et exclu du PCUS pour avoir participé à une cérémonie à la mémoire de Chechenko, le poète ukrainien, symbole de l'opposition nationale. Depuis, il travaillait comme gardien.

Il y a eu sept autres perquisitions, entre autres, chez les membres du groupe Helsinki de Kiev, Mieschko et Bierdnik, ainsi que chez la femme de Roudienko, dirigeant du groupe et actuellement en prison. Bierdnik n'a pas été revu depuis la perquisition et on craint qu'il n'ait été arrêté.

## Communiqué

L'association des amitiés franco-chinoises, comité de Paris, vous invite à la projection d'un nouveau film chinois en couleur : *Hongyu, médecin aux pieds nus*. Le mardi 3 avril à 20 h 30, au cinéma Saint-Lambert, 6 rue Péclat, 75 015 Paris. Métro Vaugirard.